



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2008

www.cibc.com

Le 29 mai 2008

Sommaire des résultats du premier trimestre

La CIBC a annoncé une perte nette de 1 111 M\$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à un bénéfice net de 807 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte diluée par action s'est établie à 3,00 \$, par rapport au bénéfice dilué par action de 2,27 \$ pour la même période de l'exercice précédent. La perte diluée par action (comptabilité de caisse) était de 2,98 \$¹, par rapport au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 2,29 \$¹ affiché à la période correspondante de 2007.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la CIBC au 30 avril 2008 était de 10,5 %.

Les résultats du deuxième trimestre de 2008 ont été touchés positivement par les éléments suivants :

- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts, ou 0,02 \$ par action) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de notre programme de couverture des prêts aux entreprises

Les résultats du deuxième trimestre de 2008 ont été touchés négativement par les éléments suivants :

- une perte de 2,48 G\$ liée aux activités en cours de liquidation ayant trait au segment du crédit structuré (1,67 G\$ après impôts, ou 4,37 \$ par action);
- une perte de change de 65 M\$ (21 M\$ après impôts, ou 0,05 \$ par action) sur le rapatriement des bénéfices non répartis de nos activités américaines;
- des baisses de valeur de 50 M\$ (34 M\$ après impôts, ou 0,09 \$ par action) liées aux risques de crédit des contreparties, autres que les garants financiers, avec lesquelles nous avons conclu des dérivés;
- un montant de 26 M\$ au titre d'indemnités de cessation d'emploi plus élevées que la normale (18 M\$ après impôts, ou 0,05 \$ par action) pour Marchés mondiaux CIBC;
- une perte de 22 M\$ (19 M\$ après impôts et participation minoritaire, ou 0,05 \$ par action) sur le rajustement au titre du premier appel public à l'épargne de Visa (rajustement au titre du PAPE de Visa).

Pour le deuxième trimestre de 2008, la perte nette, la perte diluée par action et la perte diluée par action (comptabilité de caisse) se comparent à la perte nette de 1 456 M\$, à la perte diluée par action de 4,39 \$ et à la perte diluée par action (comptabilité de caisse) de 4,36 \$¹

du trimestre précédent qui englobaient des éléments d'importance qui, regroupés, représentaient une incidence négative de 6,36 \$ l'action.

La détérioration des conditions de crédit et de liquidité, en particulier en ce qui concerne les titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, nous a forcés à comptabiliser des baisses de valeur à l'égard des actifs et des réserves liées au risque de crédit des contreparties dans les secteurs du crédit structuré. En outre, les conditions du marché ont eu une incidence négative sur le rendement d'autres secteurs, particulièrement sur nos activités de courtage de gros et de détail.

Bien que les circonstances actuelles représentent tout un défi, les activités de la CIBC restent solides. Nos fonds propres sont fermes et nos activités essentielles sont en bonne position pour assurer la croissance. Dans le but de soutenir notre stratégie visant un rendement constant et durable, nous prenons les mesures nécessaires afin d'adapter le profil d'entreprise et les procédés de gestion des risques aux risques des marchés des capitaux en pleine évolution.

Le point sur les priorités d'entreprise

Notre stratégie se concentre sur trois priorités – la solidité de l'entreprise, la productivité et la solidité du bilan. Malgré la difficile conjoncture du trimestre, nous avons fait des progrès quant à nos priorités dans plusieurs secteurs.

Solidité de l'entreprise

Marchés de détail CIBC a inscrit des revenus de 2 239 M\$, en baisse de 3 % par rapport aux revenus de 2 309 M\$ au même trimestre du dernier exercice. Le revenu net du deuxième trimestre s'est établi à 509 M\$, et comprenait le rajustement au titre du PAPE de Visa, par rapport au revenu net de 617 M\$ de la même période de l'exercice précédent, lequel comprenait un recouvrement d'impôts de 80 M\$. Si l'on ne tient pas compte de ces éléments, le bénéfice net de Marché de détail CIBC a reculé de 2 %.

Nos activités de détail au Canada continuent d'obtenir un bon rendement dans l'ensemble, grâce à une forte rentabilité découlant de la croissance du volume, du contrôle des frais et de bons résultats de crédit.

Le segment Cartes de crédit est le chef de file au Canada en termes de volumes d'achat et d'encours, et continue d'afficher une croissance solide. Les soldes ont

augmenté de 12,8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le segment Cartes de crédit a affiché une croissance à deux chiffres pendant plusieurs trimestres, tout en réduisant le taux de pertes sur créances.

Du côté des prêts hypothécaires et du crédit personnel, les marges d'intérêt nettes ont diminué au cours du dernier exercice, principalement en raison de la hausse des coûts de financement qui a plus que contrebalancé la croissance de 12,5 % des soldes des prêts hypothécaires.

Les revenus du Courtage de détail ont diminué par rapport à la même période il y a un an, surtout en raison des conditions de marché défavorables qui ont eu une incidence négative sur les volumes de négociation.

Notre stratégie de détail au Canada est de devenir la principale institution financière d'un plus grand nombre de nos clients. Au cours du trimestre, nous avons continué à nous concentrer sur nos principales priorités visant à offrir des solutions-conseils solides aux clients, à améliorer l'expérience client et à offrir des produits des plus concurrentiels :

- Nous avons poursuivi nos investissements dans son réseau de centres bancaires de façon à offrir à nos clients plus de souplesse, un accès et un choix accrus afin de combler leurs besoins en matière de services bancaires. Nous avons annoncé l'ouverture de 13 nouveaux centres bancaires multiservices dans le cadre de notre plan stratégique visant la construction, la relocalisation et l'expansion de 70 nouveaux centres bancaires dans tout le pays d'ici 2011.
- Nous avons annoncé que nous étendrions cet été notre programme d'ouverture le dimanche à six centres bancaires additionnels (qui s'ajoutent aux six déjà ouverts le dimanche) dans la région du Grand Toronto et du Lower Mainland, à Vancouver.
- Nous avons amélioré notre réseau de guichets automatiques bancaires en ajoutant l'option de langue chinoise à tous nos guichets, soit plus de 3 700 guichets au Canada.
- Notre site Web, www.cibc.com/francais, a obtenu de Forrester Research, Inc. le meilleur résultat d'une évaluation indépendante des sites Web destinés au public parmi les sites des sept plus grandes banques et caisses populaires.²
- Nous sommes toujours le chef de file grâce à des produits novateurs qui visent à renforcer nos relations avec les clients. Nous avons annoncé le lancement de la carte Aéro Or CIBC Visa Infinite, qui s'ajoute à notre gamme de cartes de crédit Aéro Or, et avons entrepris un essai de mise en marché de la technologie de la carte à puce pour la carte Visa et les cartes de débit, technologie qui offre aux clients une sécurité accrue et une meilleure protection contre la fraude.

Marchés mondiaux CIBC a dégagé une perte de 1,64 G\$. Ce résultat inclut une perte de 1,67 G\$ liée aux activités en cours de liquidation ayant trait au segment du crédit structuré.

La conjoncture et les conditions du marché liées aux garants financiers pourraient changer dans l'avenir et donner lieu à des pertes futures importantes.

Les conditions du marché au cours du deuxième trimestre ont représenté un plus grand défi qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des volumes du secteur, combinée à la restructuration qui se poursuit dans les Services bancaires de gros CIBC, ont eu une incidence négative sur le rendement du deuxième trimestre.

Nous continuons à prendre des mesures de façon à assurer un rendement constant et durable à Marchés mondiaux CIBC.

Nous avons abandonné les activités qui ne présentent pas un profil de rendement en fonction du risque qui concorde avec notre stratégie visant un rendement constant et durable. Plus tôt cette année, nous avons conclu la vente de nos services bancaires d'investissement américains et nous nous sommes retirés des activités européennes de financement par effet de levier.

Nous avons réduit les activités de notre segment de crédit structuré, à l'origine de notre exposition au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Une équipe spécialisée est responsable de la gestion de notre exposition et a pour mandat de réduire le risque et les positions actuelles. Au cours du trimestre, nous avons vendu plusieurs positions dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation couvertes par ACA Financial Guaranty Corp. et avons également réduit le montant nominal des dérivés de crédit souscrits autres que ceux du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation dans notre compte de négociation.

Par suite de la réorientation de Marchés mondiaux CIBC vers des activités plus rentables et plus concurrentielles, nous avons annoncé en mai que nous comptons éliminer 100 postes à l'échelle de l'entreprise. Cette élimination devrait représenter une diminution de plus de 15 % de l'effectif de Marchés mondiaux CIBC au cours de l'exercice 2008. Ces résultats ne tiennent pas compte des quelque 600 employés mutés chez Oppenheimer Holdings Inc. dans le cadre de la vente de Services bancaires d'investissement aux États-Unis ni des activités de financement par capitaux propres ou par effet de levier survenues plus tôt au cours de l'exercice.

La restructuration de Marchés mondiaux CIBC que nous avons entreprise a pour but de soutenir notre position de leader parmi les banques d'investissement au Canada. Au cours du trimestre, notre solidité s'est manifestée dans les réalisations importantes suivantes :

- *Première place dans la prise ferme de titres de participation* – Marchés mondiaux CIBC a maintenu sa position de chef de file de la prise ferme de nouvelles émissions à la fin du premier trimestre de l'année civile, comme en fait foi la solidité de son rôle de collaborateur dans le premier appel public à l'épargne de Visa Inc., une transaction de 19,6 G\$; ses rôles de syndicaire chef de file dans le cadre d'un

reclassement de titres de 357 M\$ liés à ACE Aviation Holdings Inc. par le Fonds de revenu Aéroplan et dans le cadre du financement de débetures convertibles de Harvest Energy Trust de 250 M\$; et son rôle d'agent de placement dans le cadre d'un placement privé de débetures convertibles pour AbitibiBowater Inc., une transaction de 350 M\$ US.

- *Principal artisan des opérations conclues au Canada en 2007* – Dans le cadre de sa première remise de prix *Canadian Dealmakers, The Globe and Mail* a nommé Marchés mondiaux CIBC principal artisan des opérations conclues au Canada de l'année 2007, pour son important rôle de conseiller financier exclusif de Fortis Inc., au moment de l'acquisition de Terasen Inc., pour un prix de 3,7 G\$.
- *Premier rang parmi les analystes canadiens en 2007* – Le groupe de recherche sur les actions de Marchés mondiaux CIBC a pris le premier rang dans le classement de 2007 des courtiers et analystes du Financial Post/StarMine, récoltant 19 prix visant à récompenser les meilleurs analystes.

Productivité

En plus de continuer d'investir et de positionner nos activités essentielles en vue de leur rendement à long terme, nous sommes fidèles à notre engagement de réaliser notre objectif stratégique d'un coefficient d'efficacité qui se situe à la médiane des grandes banques canadiennes.

Notre objectif pour 2008 consiste à maintenir les frais au niveau des frais annualisés du quatrième trimestre de 2006, à l'exclusion des frais liés à notre filiale

Le point sur les améliorations à la gestion du risque

En plus de nous concentrer sur nos priorités d'entreprise, nous améliorons nos compétences en gestion de risques.

Notre première priorité en matière de gestion de risques consiste à nous assurer que les risques sont gérés efficacement en ce qui a trait aux activités de première ligne. Ce processus a entraîné la série de liquidations mentionnées ci-dessus.

Nous améliorons également nos compétences en gestion de risques, tant pour Marchés mondiaux CIBC que pour notre groupe Gestion du risque, en tenant compte des risques changeants des marchés des capitaux. Ce processus a nécessité un examen complet des processus de gestion de risques et la prise de certaines dispositions :

- Nous avons élaboré un énoncé plus rigoureux sur notre intérêt à l'égard du risque ainsi que des paramètres connexes.
- Nous avons organisé à l'intention des membres de la haute direction des forums de discussion additionnels sur les questions liées aux risques et sur l'examen de nouveaux produits, tant pour Marchés mondiaux CIBC que pour notre groupe Gestion du risque.
- Nous avons embauché deux hauts dirigeants qui relèvent directement du chef de la gestion du risque.
- Nous avons adapté la communication d'information et les programmes de façon à ce que le Comité de gestion du risque puisse se concentrer davantage sur les nouvelles questions sur le risque.
- Nous avons entamé des évaluations des risques à l'échelle de la banque, y compris des analyses de scénarios et des simulations de crises à l'égard des risques qui pourraient se présenter à l'avenir.

Chacune de ces dispositions a pour but de s'assurer que toutes les politiques de la CIBC en matière de gestion de risques s'harmonisent aux pratiques exemplaires du secteur et nous permettent de réagir rapidement aux changements du milieu.

FirstCaribbean International Bank, de la restructuration aux États-Unis et de nos activités de crédit structuré en cours de liquidation.

Les frais au deuxième trimestre ont atteint 1 788 M\$, en baisse de 9,5 % par rapport à 1 976 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent (surtout en raison de la baisse de la charge de rémunération).

Au chapitre de la productivité, nous consacrons nos efforts à l'amélioration de la croissance des revenus tout en contrôlant nos charges.

Solidité du bilan

La troisième priorité de la CIBC est la solidité du bilan. En 2008, nous entendons nous concentrer davantage sur cette troisième priorité en raison de la conjoncture incertaine du marché.

Plus tôt cette année, nous avons renforcé nos fonds propres en émettant des actions ordinaires pour un montant de 2,9 G\$.

Les capitaux additionnels nous ont permis de maintenir des fonds propres solides, malgré l'incidence de la détérioration de la conjoncture sur notre rendement. Le ratio des fonds propres de première catégorie, qui atteignait 10,5 % à la fin d'avril, est supérieur à notre objectif de 8,5 % et nous donne une position de chef de file parmi les banques d'Amérique du Nord.

Apporter davantage à nos collectivités

En tant que chef de file de l'investissement communautaire, la CIBC appuie des causes qui comptent dans la vie de ses clients et de ses employés ainsi que pour les collectivités où elle exerce ses activités. Au cours du trimestre, nous avons continué à démontrer notre leadership en cette matière.

Nous avons renouvelé notre engagement envers le programme de bourses d'études VisionJeunesse CIBC^(MC), grâce à un partenariat unique avec les Grands Frères Grandes Sœurs du Canada et le YMCA, pour trois ans encore. Depuis la création du programme en 1999, la CIBC a versé plus de 10 M\$ pour aider les jeunes à réaliser leurs rêves.

Nous avons versé 1 M\$ à la Fondation canadienne des femmes, la seule fondation publique nationale qui se consacre à l'amélioration de la vie des femmes et des filles. Après la fin du trimestre, la CIBC a annoncé le lancement d'un programme canadien avec la Richard Ivey School of Business qui vise directement la pénurie de main-d'œuvre de talent dans les entreprises canadiennes. Le programme *ReConnect: Career Renewal for Returning Professional Women*TM est conçu pour aider les femmes de carrière à reprendre leur carrière après une absence qui les a menées vers d'autres activités. En tant que commanditaire fondateur du programme, la CIBC donnera 1 M\$ sur cinq ans.

Nous avons donné 100 000 \$ au programme de perfectionnement de la Fondation nationale des réalisations autochtones. Depuis 2001, la CIBC a versé 800 000 \$ au total en bourses d'études afin de répondre aux besoins financiers des étudiants des Premières Nations et des étudiants métis et inuits.

Ces quelques exemples témoignent de l'engagement continu de la CIBC visant à apporter davantage à la société par ses dons, ses commandites et le bénévolat de ses employés.

Gerald T. McCaughey
Président et chef de la direction

¹ Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

² Source : 2008 Canadian Bank Public Web Site Rankings, Forrester Research, Inc., mai 2008.

Table des matières

5	Modifications à la présentation de l'information financière	30	Siège social et autres
6	Un mot sur les énoncés prospectifs	32	Situation financière
7	Points saillants financiers du deuxième trimestre	35	Gestion du risque
8	Vue d'ensemble	49	Questions d'ordre comptable et contrôles
11	Activités en cours de liquidation	51	États financiers consolidés intermédiaires
19	Autres activités choisies	56	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
20	Rétrospective du rendement financier		
24	Marchés de détail CIBC		
27	Marchés mondiaux CIBC		

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2007. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 29 mai 2008. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 149 et 150 de notre Reddition de comptes annuelle 2007.

Modifications à la présentation de l'information financière

Voici un sommaire des modifications à la présentation de l'information financière mises en œuvre au premier trimestre de 2008 :

- Nous avons adopté la ligne directrice *Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé*, connue sous le nom d'Accord de Bâle II. Se reporter à la section Gestion du risque pour plus de précisions.
- Nous avons transféré les services du Groupe Entreprises de Marchés mondiaux CIBC vers Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons fait passer le revenu lié à la titrisation des secteurs d'activité (cartes de crédit, prêts hypothécaires et crédit personnel) au poste Divers de Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons fait passer le revenu du Service Gestion-Conseil du segment Courtage de détail à celui de Gestion d'actifs, les deux faisant partie de Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons réparti la provision générale pour pertes sur créances entre les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC). Avant 2008, la provision générale (à l'exclusion de celle liée à FirstCaribbean International Bank) était comprise dans le poste Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.
- Nous avons reclassé la provision pour pertes sur créances relative à la tranche non utilisée des facilités de crédit dans les autres passifs. Avant 2008, ce montant figurait dans la provision pour pertes sur créances. L'information des périodes précédentes n'a pas été retraitée.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections « Le point sur les priorités d'entreprise », « Vue d'ensemble – Événements importants », « Vue d'ensemble – Perspectives », « Activités en cours de liquidation », « Autres activités choisies » et « Rétrospective du rendement financier – Impôts sur les bénéficiaires » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2008 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Perspectives » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous sommes en exploitation; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne se réalise pas; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Non vérifié	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées ou pour les six mois terminés le	
	30 avr. 2008	31 janv. 2008	30 avr. 2007	30 avr. 2008	30 avr. 2007
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
– (perte) bénéfice de base	(3,00) \$	(4,39) \$	2,29 \$	(7,31) \$	4,42 \$
– (perte) bénéfice de base (comptabilité de caisse) ¹	(2,98)	(4,36)	2,32	(7,26)	4,46
– (perte) bénéfice dilué(e)	(3,00)	(4,39)	2,27	(7,31)	4,37
– (perte) bénéfice dilué(e) (comptabilité de caisse) ¹	(2,98)	(4,36)	2,29	(7,26)	4,41
– dividendes	0,87	0,87	0,77	1,74	1,47
– valeur comptable	29,01	32,76	32,67	29,01	32,67
Cours de l'action					
– haut	74,17	99,81	104,00	99,81	104,00
– bas	56,94	64,70	97,70	56,94	88,96
– clôture	74,17	73,25	97,70	74,17	97,70
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
– moyen de base	380 754	338 732	337 320	359 512	336 896
– moyen dilué	382 377	340 811	340 613	361 366	340 272
– à la fin de la période	380 770	380 650	337 487	380 770	337 487
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	28 242 \$	27 883 \$	32 972 \$	28 242 \$	32 972 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	négl.	26,9	11,4	négl.	11,4
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	4,8 %	4,7 %	3,2 %	4,7 %	3,0 %
Ratio dividendes/bénéfice	négl.	négl.	33,7 %	négl.	33,3 %
Cours/valeur comptable	2,56	2,24	2,99	2,56	2,99
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	126 \$	(521) \$	3 050 \$	(395) \$	6 141 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	176	172	166	348	309
Frais autres que d'intérêts	1 788	1 761	1 976	3 549	3 919
(Perte nette) bénéfice net	(1 111)	(1 456)	807	(2 567)	1 577
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	négl.	négl.	64,8 %	négl.	63,8 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	négl.	négl.	63,2 %	négl.	62,3 %
Rendement des capitaux propres	(37,6) %	(52,9) %	28,9 %	(45,0) %	28,0 %
Marge d'intérêts nette	1,57 %	1,33 %	1,36 %	1,45 %	1,34 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,85 %	1,57 %	1,55 %	1,71 %	1,54 %
Rendement de l'actif moyen	(1,29) %	(1,68) %	1,02 %	(1,49) %	0,99 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	(1,52) %	(1,98) %	1,16 %	(1,75) %	1,13 %
Rendement total des actionnaires	2,59 %	(27,3) %	(2,4) %	(25,42) %	13,2 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	92 189 \$	99 411 \$	100 204 \$	92 189 \$	100 204 \$
Prêts et acceptations	174 580	171 090	164 797	174 580	164 797
Total des actifs	343 063	347 734	326 580	343 063	326 580
Dépôts	238 203	239 976	221 169	238 203	221 169
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	11 046	12 472	11 025	11 046	11 025
Actif moyen	349 005	344 528	326 088	346 742	321 023
Actif productif d'intérêts moyen	296 427	293 166	285 127	294 778	280 895
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	12 328	11 181	10 964	11 748	10 715
Biens administrés	1 205 077	1 169 570	1 165 585	1 205 077	1 165 585
Mesures de qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque ²	9,6 %	10,6 %	8,7 %	9,6 %	8,7 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars) ²	114,8 \$	117,4 \$	127,2 \$	114,8 \$	127,2 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ²	10,5 %	11,4 %	9,5 %	10,5 %	9,5 %
Ratio du total des fonds propres ²	14,4 %	15,2 %	14,1 %	14,4 %	14,1 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ³	68 % / 32 %	71 % / 29 %	73 % / 27 %	68 % / 32 %	73 % / 27 %
Effectif permanent	40 345	40 237	40 488	40 345	40 488

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Les premier et deuxième trimestres de 2008 reposent sur le dispositif de Bâle II alors que les trimestres précédents reposaient sur la méthode Bâle I.

3) Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.

Négl. – Négligeable en raison de la perte nette.

VUE D'ENSEMBLE

La perte nette pour le trimestre s'est établie à 1 111 M\$, en regard d'un bénéfice net de 807 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'une perte nette de 1 456 M\$ au trimestre précédent. La perte nette pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est fixée à 2 567 M\$, comparativement au bénéfice net de 1 577 M\$ de la période correspondante de 2007.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par les facteurs suivants :

- la perte de 2,48 G\$ (1,67 G\$ après impôts) sur les activités de crédit structuré en voie de liquidation, qui englobe les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché, déduction faite des gains sur les couvertures d'indices, des positions non couvertes dans le marché américain des prêts à l'habitation (114 M\$, 77 M\$ après impôts), les charges à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de ACA Financial Guaranty Corp. (ACA) et d'autres garants financiers (2,17 G\$, 1,46 G\$ après impôts), les gains sur les couvertures du risque de crédit lié aux contreparties aux produits de crédit structuré (63 M\$, 42 M\$ après impôts), les pertes liées à la cession de certaines positions, ainsi que les frais directs liés à la gestion des activités en voie de liquidation;
- des baisses de valeur de 50 M\$ (34 M\$ après impôts) attribuables à l'exposition au risque aux charges de crédit des contreparties aux dérivés autres que les garants financiers;
- des indemnités de départ à payer de 26 M\$ (18 M\$ après impôts);
- une perte de 22 M\$ (19 M\$ après impôts et participation minoritaire) sur l'ajustement au titre du premier appel public à l'épargne de Visa (rajustement au titre du PAPE de Visa);
- une perte de change de 65 M\$ (21 M\$ après impôts) sur le rapatriement des bénéfices non répartis de nos activités américaines;
- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises.

Comparaison avec le deuxième trimestre de 2007

La perte susmentionnée sur les activités de crédit structuré en voie de liquidation constitue la principale cause de l'importante baisse de revenus par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. L'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines, du recul des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis, de la hausse des coûts de financement des produits de prêts de détail et de la baisse des revenus du Courtage de détail sont autant de facteurs à avoir participé à ce recul. Les revenus ont été avantagés par la croissance des volumes des cartes, des prêts hypothécaires et des

dépôts. La dotation à la provision pour pertes sur créances a grimpé, du fait essentiellement de la reprise de la provision générale au même trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts ont diminué, sous l'effet surtout de la baisse de la rémunération liée au rendement, contrebalancée partiellement par la hausse des charges liées aux questions judiciaires.

Comparaison avec le premier trimestre de 2008

La remontée des revenus s'explique essentiellement par la régression des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et par celle des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, les revenus ont souffert du recul des gains sur le portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises et de celui des revenus tirés des services bancaires d'investissement au Canada, du rajustement au titre du PAPE de Visa susmentionné ainsi que du fait que le trimestre comptait deux jours de moins. L'augmentation des frais autres que d'intérêts a surtout découlé de la hausse des charges liées aux questions judiciaires. La perte moindre subie pour le trimestre s'est traduite par une réduction de l'économie d'impôts.

Comparaison avec le semestre terminé le 30 avril 2007

Les revenus pour la période considérée ont considérablement chuté sous l'effet des charges à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Cette chute s'explique notamment par la baisse des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis, l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines et la hausse des coûts de financement des produits de prêts de détail. Les revenus ont opéré une remontée, du fait de la poussée des gains sur notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises, de la croissance des volumes des cartes, des prêts hypothécaires et des dépôts ainsi que de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean). La dotation à la provision pour pertes sur créances a grimpé, en raison essentiellement de la reprise de la provision générale à la même période de l'exercice précédent et de l'augmentation des pertes plus importantes subies par le portefeuille de prêts aux entreprises. Les frais autres que d'intérêts ont diminué, du fait principalement de la baisse de la rémunération liée au rendement et de la vente de certaines de nos activités américaines. La perte subie au cours de la période a donné lieu à une économie d'impôts.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Premier trimestre de 2008

- un montant de 171 M\$ (115 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur notre portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises (128 M\$, 86 M\$ après impôts) et aux couvertures de risque de crédit liées aux garants financiers (43 M\$, 29 M\$ après impôts);
- un montant de 56 M\$ au titre de l'incidence positive d'éléments fiscaux favorables;
- une charge de 2,28 G\$ (1,54 G\$ après impôts) à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de ACA;
- une charge de 626 M\$ (422 M\$ après impôts) à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers autres que ACA;
- des baisses de valeur de 473 M\$ (316 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite des gains sur les couvertures connexes;
- une perte combinée de 108 M\$ (64 M\$ après impôts) liée à la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer), aux changements apportés à l'équipe de direction et à notre retrait de certaines autres activités et à leur restructuration.

Deuxième trimestre de 2007

- des recouvrements et des reprises d'impôts sur les bénéfices favorables de 91 M\$;
- une reprise de 24 M\$ (17 M\$ après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances;
- un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôts) correspondant à l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Premier trimestre de 2007

- un montant de 6 M\$ (4 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative de la variation des écarts de taux sur notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à

détériorée et par l'évaluation à la valeur du marché des actifs sous-jacents, qui a donné lieu à d'importants rajustements à la hausse de la valeur de la protection de crédit souscrite. Nous avons continué de gérer activement nos positions à risque au cours du trimestre, en réduisant d'environ 30 G\$ le montant nominal de référence de notre position à risque et en dénouant les positions liées aux dérivés de crédit achetées d'un montant équivalent.

En avril, le Financial Stability Forum (composé de banques centrales du G7 et de groupes travail) a déposé des recommandations auprès des pays du G7 afin d'améliorer les informations à fournir sur les activités réputées comme étant à haut risque. Conformément à ces recommandations, nous avons présenté un certain nombre d'informations connexes dans les sections Activités en cours de liquidation et Autres activités choisies du rapport de gestion.

Vente de certaines de nos activités américaines

En date du 1^{er} janvier 2008, nous avons vendu à Oppenheimer nos activités américaines de services bancaires d'investissement, nos activités de financement à effet de levier, nos activités de négociation d'actions et nos activités liées aux marchés des titres de créances connexes, ainsi que nos services bancaires d'investissement et nos activités de négociation d'actions en Israël. Au cours du premier et du deuxième trimestre, nous avons inscrit une perte de 82 M\$ liée à la vente. Nous prévoyons que la vente à Oppenheimer de certaines autres activités liées aux marchés financiers américains que nous exerçons au Royaume-Uni et en Asie sera conclue au troisième trimestre de 2008.

Les droits au titre de l'octroi d'actions subalternes de la CIBC détenues par les employés mutés chez Oppenheimer continueront d'être acquis conformément aux dispositions originales. Pour soutenir cette entente de rémunération, Oppenheimer remboursera à la CIBC le coût de l'octroi d'actions subalternes au fur et à mesure que les droits seront acquis, moment auquel nous comptabiliserons les remboursements dans le revenu autre que d'intérêts.

En vertu de la convention de vente, la CIBC a investi 100 M\$ US dans une débenture subordonnée émise par Oppenheimer et offre certaines facilités de crédit à Oppenheimer et à ses clients utilisant les services bancaires d'investissement dans le but de contribuer aux activités d'Oppenheimer, chaque prêt étant assujéti à l'approbation du comité du crédit de la CIBC.

La cession ne devrait pas avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

Capital-actions émis

Au cours du premier trimestre, nous avons émis 45,3 millions d'actions ordinaires, pour un produit net de 2,9 G\$, par voie de placements privés et d'une émission publique d'actions.

Nous avons émis, par voie d'un placement privé, 23,9 millions d'actions ordinaires, pour un produit net

Événements importants

Problématique du marché mondial du crédit

Les problèmes qui ont surgi sur le marché américain des prêts hypothécaires à risque l'an dernier ont continué de se répercuter à l'échelle mondiale au deuxième trimestre, en mars notamment. Les activités de crédit structuré de Marchés mondiaux CIBC ont inscrit une perte de 2,48 G\$ pour le trimestre, qui s'explique avant tout par le fait que la qualité du crédit des garants financiers s'est davantage

de 1,5 G\$ à un groupe d'investisseurs institutionnels, dont Société Financière Manuvie, La Caisse de dépôt et placement du Québec, Cheung Kong (Holdings) Ltd. et OMERS Administration Corporation.

Nous avons également émis 21,4 millions d'actions ordinaires, pour un produit net de 1,4 G\$, par voie d'une émission publique d'actions.

Visa Inc.

En mars 2008, Visa Inc. a lancé un PAPE visant ses actions de catégorie A au prix de 44 \$ US l'action. Par suite du rachat obligatoire de 56,19 % de nos actions et du processus de rajustement final, nous avons inscrit une perte avant impôts de 22 M\$ (19 M\$ après impôts et participation minoritaire) pour le trimestre considéré. Le cours des actions de catégorie A de Visa s'est considérablement apprécié depuis le PAPE, de sorte que nous n'avons pas comptabilisé de perte de valeur durable au titre de notre participation restante.

Perspectives

L'atonie de l'économie canadienne devrait persister au cours du prochain trimestre, et sa croissance sera freinée par la faiblesse des exportations, puisqu'il semble qu'une récession bénigne se profile aux États-Unis. Nous prévoyons que les économies des deux côtés de la frontière retrouveront un rythme de croissance modéré au dernier trimestre civil de 2008, soutenues par des réductions continues de taux d'intérêt par les banques centrales et par des incitatifs fiscaux. La vigueur des marchés mondiaux des ressources et la stabilité du marché de l'habitation devraient permettre à l'économie canadienne d'éviter une récession pure et simple.

Marchés de détail CIBC devrait tirer profit des taux de chômage toujours bas et de la stabilité des marchés de l'habitation, facteurs qui favorisent la croissance des prêts et des dépôts. Un ralentissement de la hausse des prix de l'immobilier pourrait freiner la croissance des prêts hypothécaires.

Quant à Marchés mondiaux CIBC, les préoccupations au sujet du risque de crédit, qui nuisent aux opérations mondiales par effet de levier, entraveront vraisemblablement l'activité de fusions et d'acquisitions et de négociation d'actions. Nous prévoyons que la demande de prêts augmentera, les investisseurs étant moins friands de titres adossés à des créances. La léthargie de l'économie américaine et la vigueur du dollar canadien pourraient laisser présager une période moins clémente sur le plan du risque de crédit lié aux grandes entreprises, pour certains secteurs de l'économie canadienne.

ACTIVITÉS EN COURS DE LIQUIDATION

Étant donné la conjoncture de marché incertaine et afin de nous concentrer sur les activités essentielles de Marchés mondiaux CIBC, nous avons réduit nos activités de crédit structuré et de financement à effet de levier et avons mis sur pied une équipe spécialisée dont le mandat consiste à gérer les positions résiduelles et à les réduire.

Renseignements généraux sur les structures d'accueil

Les activités de crédit structuré sont généralement associées aux structures d'accueil. Les structures d'accueil sont des entités juridiques, prenant le plus souvent la forme d'une fiducie, et conçues pour répondre à des besoins précis et limités. Les structures d'accueil sont utilisées pour procurer une certaine liquidité du marché et créer des produits de placement destinés aux clients, en regroupant des blocs d'actifs homogènes ou une variété d'actifs distincts et en émettant une tranche unique de titres d'emprunt à court terme, appelés papier commercial adossé à des créances (PCAC), ou des titres d'emprunt multi-tranches à plus long terme, notamment des tranches super prioritaires, prioritaires, subordonnées, mezzanines ou de capitaux propres. Les structures d'accueil sont souvent désignées en fonction du type d'actifs qu'elles regroupent, comme les TAC hypothécaires à l'habitation, lesquels englobent des prêts hypothécaires ou des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) qui, à leur tour, regroupent des créances d'entreprises. En outre, les structures d'accueil peuvent regrouper des titres d'emprunt émis par d'autres structures d'accueil, notamment des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation; et sont alors appelées titres adossés à des créances avec flux groupés. Au sein de structures plus complexes, les structures d'accueil qui sont composées de titres émis par d'autres structures de titres adossés à des créances avec flux groupés, qui émettent à leur tour une tranche supplémentaire de titres d'emprunt sont appelées des TAC flux groupés de TAC flux groupés. Notre participation dans les structures d'accueil est présentée dans la section Arrangements hors bilan du rapport de gestion.

Activités de crédit structuré en cours de liquidation

Vue d'ensemble et résultats

Les activités de crédit structuré de Marchés mondiaux CIBC englobent nos activités exercées à titre de contrepartiste et aux fins des activités de facilitation pour le compte de clients. Comme ces activités incluent l'entreposage d'actifs et la structuration des structures d'accueil, il est possible que certaines des positions que nous détenons soient non couvertes. Nos autres activités comprennent l'intermédiation, la corrélation et la négociation, activités qui permettent de dégager une marge sur les positions appariées.

Positions

Nos positions sont principalement réparties entre les cinq catégories suivantes :

Non couvertes :

- titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;
- titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;

Couvertes :

- par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation);
- par d'autres contreparties (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation).

Résultats avant impôts

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le
	30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2008
Compte de négociation	2 340 \$	3 378 \$	5 718 \$
Disponibles à la vente	144	86	230
	2 484 \$	3 464 \$	5 948 \$

Les activités de crédit structuré ont inscrit des pertes de 2,48 G\$ pour le trimestre, contre des pertes de 3,46 G\$ pour le trimestre précédent. Ces pertes s'expliquent surtout par le fait que la qualité du crédit des garants financiers s'est davantage détériorée et par l'évaluation à la valeur du marché des actifs sous-jacents, ces facteurs ayant donné lieu à des rajustements à la hausse importants de l'évaluation du risque de crédit.

Changements apportés aux positions

Au cours du trimestre, nous avons apporté trois changements majeurs à nos positions :

- Nous avons réduit les positions des portefeuilles de corrélation et de négociation d'environ 30 G\$ et dénoué les positions connexes dans les dérivés de crédit souscrits d'un montant équivalent, de sorte que les dérivés de crédit ont été réduits d'un montant total de 60 G\$. Ces opérations ont donné lieu à une perte nette de 18 M\$.
- Nous avons dénoué plusieurs de nos positions dans le marché américain des prêts hypothécaires qui étaient couvertes par ACA.
- Nous avons pris en charge des actifs d'un montant de 1,8 G\$ et avons dénoué les positions connexes dans les dérivés de crédit vendus d'un montant équivalent; cette opération n'a eu aucun effet sur nos résultats.

En millions de dollars US, au	30 avril 2008	31 janv. 2008
Montants nominaux de référence		
Placements et prêts ¹	10 678 \$	7 468 \$
Dérivés de crédit souscrits ²	35 832	72 965
Total des positions, montant brut	46 510 \$	80 433 \$
Dérivés de crédit et couvertures		
indicielles souscrits	44 963 \$	75 249 \$

1) Le montant nominal pour les placements et les prêts représente le coût du placement initial.

2) Inclut le montant nominal de référence des dérivés de crédit souscrits ainsi que les facilités de trésorerie et de crédit.

Total des positions

Le tableau ci-dessous présente le sommaire des positions détenues dans les activités de crédit structuré en cours de liquidation de Marchés mondiaux CIBC. Notre filiale FirstCaribbean, qui fait partie de Marchés de détail CIBC, détient également des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC) et des titres adossés à des créances mobilières (TACM), lesquels sont gérés séparément et figurent au tableau ci-dessous.

En millions de dollars US, au 30 avril 2008

	Positions ¹				Couvertures				Positions non couvertes	Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation
	Placements et prêts		Dérivés de crédit souscrits et facilités de trésorerie et de crédit ²		Dérivés de crédit et couvertures indicielles souscrits					
	Montant nominal de référence	Juste valeur ⁴	Montant nominal de référence	Juste valeur ³	Garants financiers		Autres			
Montant nominal de référence					Juste valeur ^{3,4}	Montant nominal de référence	Juste valeur ³			
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation⁶										
<u>Non couverts</u>										
Super prioritaires										
TAC flux groupés et TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines	- \$	- \$	283 \$	256 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	283 \$	27 \$
TAC flux groupés de TAC flux groupés	234	-	183	183	-	-	-	-	417	-
TAC hypothécaires à l'habitation entreposés	388	54	-	-	-	-	-	-	388	54
TAC flux groupés de TAC flux groupés mezzanines	116	-	-	-	-	-	-	-	116	-
Divers ⁷	153	24	-	-	-	-	-	-	153	24
Couvertures indicielles							300	197	(300)	(103)
	891	78	466	439	-	-	300	197	1 057	
<u>Couverts</u>										
Autres TAC flux groupés	1 532	461	5 509	4 082	6 338	4 771	591 ⁸	288	112	
Dérivés de crédit souscrits non appariés ⁹	-	-	-	-	1 541	1 452	-	-	s. o.	
Total des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	2 423 \$	539 \$	5 975 \$	4 521 \$	7 879 \$	6 223 \$	891 \$	485 \$	1 169 \$	
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
<u>Non couverts</u>										
TAP flux groupés	252 \$	215 \$	94 \$	13 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	346 \$	
Titres d'emprunt d'entreprise	337	308	-	-	-	-	-	-	337	
TACHC ⁷	201	199	-	-	-	-	-	-	201	
Fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers ^{2,10}	381	272	892	s.o.	-	-	-	-	1 273	
Titres entreposés, autres que des TAC hypothécaires à l'habitation	159	84	-	-	-	-	-	-	159	
Divers ⁷	136	136	-	-	-	-	-	-	136	
	1 466	1 214	986	13	-	-	-	-	2 452	
<u>Couverts</u>										
TAP flux groupés	6 037	5 136	8 563	632	14 075	1 122	529	1	(4)	
Titres de créances d'entreprise	-	-	16 215	494	6 959	249	9 256	245	-	
TACHC	-	-	777	144	777	144	-	-	-	
Divers	752	640	3 316	269	2 942	325	1 308	45	(182)	
Dérivés de crédit souscrits non appariés	-	-	-	-	-	-	347	-	s.o.	
Total des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	8 255	6 990	29 857	1 552	24 753	1 840	11 440	291	2 266	
Total	10 678 \$	7 529 \$	35 832 \$	6 073 \$	32 632 \$	8 063 \$	12 331 \$	776 \$	3 435 \$	

- 1) Nous avons exclu du tableau ci-dessus les titres émis par des entités incorporées par la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae) et la Student Loan Marketing Association (Sally Mae) dont la valeur nominale s'élevait à 1 526 M\$ US et la juste valeur, à 1 508 M\$ US au 30 avril 2008.
 - 2) Les facilités de trésorerie et de crédit s'appliquent uniquement aux fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers.
 - 3) Valeur des contrats, qui était généralement nulle, ou presque nulle, au moment où ils ont été conclus.
 - 4) Compte non tenu des rajustements de valeur pour des placements et des prêts de 14 M\$ et pour des dérivés de crédit souscrits de 5,17 G\$.
 - 5) Compte tenu des réductions de valeur.
 - 6) Au 30 avril 2008, les TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines et les TAC flux groupés de TAC flux groupés avaient une cote de crédit respectivement de B- et CCC (surveillance négative). Quant aux titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation entreposés, environ 81 % avaient une cote de première qualité, et 19 % une cote de qualité inférieure (le pourcentage est calculé en fonction de la valeur du marché). Les TAC flux groupés de TAC flux groupés mezzanines ont obtenu une cote de crédit de CC et les diverses positions restantes dont la valeur n'a pas été réduite, de AAA.
 - 7) Comprend les positions suivantes détenues par FirstCaribbean au 30 avril 2008 : des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 25 M\$ US et dont la juste valeur était de 24 M\$ US, venant à échéance dans 6 à 35 ans, assortis d'une cote de crédit de AA1 à AAA; des TACHC d'un montant nominal de référence de 201 M\$ US et dont la juste valeur était de 199 M\$ US, et d'autres TACM d'un montant nominal de référence de 14 M\$ US, dont la juste valeur est de 14 M\$ US, venant à échéance dans 4 à 24 ans et assortis de la cote AAA. Au 30 avril 2008, FirstCaribbean avait recours à des couvertures indicielles de créances hypothécaires commerciales d'un montant nominal de référence de 46 M\$ US et d'une juste valeur positive de 2 M\$ US qui atténuent en partie le risque lié à l'ensemble de son portefeuille de placements. Ces couvertures indicielles de créances hypothécaires commerciales ne figurent pas dans le tableau ci-dessus.
 - 8) Couverts auprès d'une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standards.
 - 9) Au cours du trimestre, nous avons cédé et dénoué certaines de nos positions dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation qui étaient antérieurement couvertes, de sorte que les dérivés de crédit souscrits ne sont plus appariés.
 - 10) La position estimative dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation détenue par des fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers s'élevait à 20 M\$ au 30 avril 2008.
- s.o. Sans objet

Positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Notre position résiduelle non couverte dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des baisses de valeur, atteignait 105 M\$ US (106 M\$) au 30 avril 2008. Afin d'atténuer ce risque, nous avons recours à des couvertures indicielles de prêts hypothécaires à risque élevé d'un montant nominal de référence de 300 M\$ US (302 M\$), dont la juste valeur était de 197 M\$ US (198 M\$) au 30 avril 2008. Au cours du trimestre, les pertes réalisées et latentes sur ces positions, déduction faite des gains sur les couvertures indicielles, ont totalisé 113 M\$ US (114 M\$).

Positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont principalement réparties entre cinq catégories : des TAP flux groupés, des titres d'emprunt d'entreprises, des TACHC détenus par FirstCaribbean, des fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers, des titres entreposés autres que des TACHC, et d'autres titres.

TAP flux groupés

Nos TAP flux groupés non couverts, d'un montant nominal de référence de 346 M\$ US (348 M\$), étaient notés AAA au 30 avril 2008 et étaient adossés à des blocs diversifiés de prêts européens à effet de levier garantis prioritaires.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les positions non couvertes dans des titres d'emprunt d'entreprises, dont le montant nominal de référence s'établit à 337 M\$ US (339 M\$), sont constituées à 51 % de titres européens, à 33 % de titres canadiens et à 16 % de titres d'autres pays.

TACHC détenus par FirstCaribbean

Les TACHC détenus par FirstCaribbean, d'un montant nominal de référence de 201 M\$ US (202 M\$) viennent à échéance dans 7 à 42 ans et étaient assortis d'une cote A2 à AAA au 30 avril 2008.

Fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers

Nous détenons des positions dans des fonds multicédants de PCAC qui sont partie à la « Proposition de Montréal » et dans des fonds multicédants de PCAC qui ne sont pas partie à la Proposition de Montréal et leur procurons des facilités de trésorerie d'un montant nominal de référence de 1 273 M\$ US (1 282 M\$).

Proposition de Montréal

Au 30 avril 2008, nous détenons une participation d'une valeur nominale de 358 M\$ (358 M\$ au 31 octobre 2007), dans des titres de PCAC non soutenus par des banques, et assujettis à la Proposition de Montréal. Par ailleurs, nous avons acheté, après la fin du trimestre, d'autres titres de PCAC non soutenus par des banques d'une valeur nominale de référence de 94 M\$ à un prix convenu qui

était supérieur à l'estimation par la direction de la juste valeur de ces instruments, aux fins du règlement de réclamations. Les coûts liés au règlement ont été comptabilisés dans les résultats du trimestre. Nous avons également procuré une facilité de trésorerie de 266 M\$ à l'un de ces fonds multicédants, laquelle était inutilisée au 30 avril 2008. Conformément aux conditions de la facilité, les effets du fonds multicédant, qui sont actuellement sans cote, doivent obtenir une cote R-1 (élevé) auprès de DBRS, de sorte qu'il est peu probable que la facilité soit utilisée. Si, comme nous le prévoyons, le plan de restructuration mis de l'avant par la Proposition de Montréal réussit, nous recevrons, au troisième trimestre, des effets prioritaires de catégorie A-1 d'un montant de 145 M\$, des effets prioritaires de catégorie A-2 d'un montant de 154 M\$ et divers effets subordonnés et effets reflet totalisant 153 M\$, en échange de notre PCAC existant d'une valeur nominale de 452 M\$. Les effets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 portent intérêt à un taux qui sera inférieur à celui du marché. Les intérêts et le capital des effets subordonnés, sous forme d'effets coupon zéro, ne seront versés que lorsque les effets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 auront été acquittés en totalité. Les effets reflet seront remboursés à même les flux de trésorerie des actifs sous-jacents. Tous ces effets devraient venir à échéance en décembre 2016. Nous ne sommes pas assurés de la possibilité de recouvrement des divers effets subordonnés et reflet; c'est pourquoi nous ne leur avons attribué aucune valeur.

Sur la base de la valeur estimative combinée de ces effets, qui s'élève à 258 M\$, nous avons constaté des pertes de 144 M\$ pour le deuxième trimestre, qui s'ajoutent aux pertes de 26 M\$ comptabilisées jusqu'à la fin du premier trimestre de 2008. Au 30 avril 2008, tous les montants déjà constatés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu ont été passés à l'état des résultats consolidé.

Par ailleurs, conformément au plan de restructuration, nous prévoyons participer à une facilité de financement sur marge afin de satisfaire aux exigences en matière de garantie des fonds multicédants restructurés. Selon les modalités de la facilité de financement sur marge, nous nous engagerons à fournir une facilité de prêt intacte de 300 M\$ qui sera utilisée dans l'éventualité peu probable que les conditions modifiées relatives aux déclencheurs d'appel de garantie des dérivés de crédit connexes ne soient pas respectées et que les nouvelles fiducies qui seront créées conformément à la Proposition de Montréal ne disposent pas de suffisamment d'actifs pour satisfaire aux exigences en matière de garantie. Dans le cas où la facilité de prêt était entièrement utilisée et que d'autres garanties étaient exigées, nous serions autorisés à limiter notre engagement au montant initial de 300 M\$, ce qui pourrait se traduire éventuellement par la perte de notre prêt de 300 M\$.

Autres fonds multicédants de PCAC

Nous avons également procuré des facilités de trésorerie et de crédit de 632 M\$, lesquelles étaient inutilisées au 30 avril 2008, à des fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers qui ne sont pas partie à la Proposition de

Montréal. Ces facilités comprennent une tranche de 128 M\$ assujettie aux ententes sur les facilités de trésorerie et en vertu desquelles les fonds multicédants conservent leur droit de remettre leurs actifs dans la CIBC à la valeur nominale. Environ 58 % de ce montant de 128 M\$ est attribué à un fonds multicédant comprenant des prêts hypothécaires américains assortis d'une clause d'extinction, et 38 %, à des fonds multicédants de TAC flux groupés. En outre, au 30 avril 2008, nous détenons des placements de 26 M\$ dans des fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers qui ne sont pas partie à la Proposition de Montréal.

Titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation

Environ 70 % des actifs entreposés non couverts autres que des TAC hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 159 M\$ US (160 M\$) sont des placements dans des TAP flux groupés adossés à des blocs diversifiés de prêts américains à effet de levier garantis prioritaires. Une tranche d'environ 14 % de ces actifs sont des placements dans des TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies exposées au marché américain des fiducies de placement immobilier. La tranche restante de 10 % est exposée au marché immobilier commercial américain.

Divers

Nos autres positions non couvertes, dont le montant nominal de référence et la juste valeur s'établissent à 136 M\$ US (137 M\$), consistent principalement en des droits cinématographiques à recevoir.

Positions couvertes par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation)

Au cours du trimestre, nous avons constaté une charge de 634 M\$ US (643 M\$) à l'égard des positions couvertes par ACA. De plus, nous avons majoré de 96 M\$ US (97 M\$) nos rajustements de valeur au titre des montants à recevoir

de ACA pour les dérivés de crédit souscrits non appariés, ce qui a porté le total des rajustements de valeur à 3,01 G\$ US (3,03 G\$) au 30 avril 2008. Nous avons également constaté une charge de 1,51 G\$ US (1,52 G\$) à l'égard des contrats de couverture des autres garants financiers, ce qui a porté nos rajustements de valeur à l'égard des autres garants financiers à 2,16 G\$ US (2,17 G\$) au 30 avril 2008. Au 30 avril 2008, la juste valeur des contrats de dérivés conclus avec ACA et d'autres garants financiers s'élevait à 2,89 G\$ US (2,91 G\$), déduction faite du rajustement de valeur. D'autres baisses de valeur importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

Parmi les éléments qui réduisent le risque à l'égard des garants financiers, notons les couvertures de crédit dont le montant nominal de référence s'établissait à 650 M\$ US (654 M\$) et la juste valeur, à 112 M\$ US (113 M\$) au 30 avril 2008. Au cours du trimestre, nous avons constaté un gain de 56 M\$ US (56 M\$) au titre de ces couvertures.

Nous détenons également des prêts et des titres décomposés par tranche qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers. Au 30 avril 2008, chacune de ces positions affichait un bon rendement et la garantie fournie par les garants financiers totalisait environ 260 M\$.

Le tableau de la page suivante présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs de la protection souscrite par la contrepartie auprès des garants financiers. La juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé.

En millions de dollars US, au 30 avril 2008

Contrepartie	Standard & Poor's		Moody's Investors services		Fitch Ratings		Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation			Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation			Total	
							Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	PMV liée au risque de crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	PMV liée au risque de crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur, montant net
I	AAA	²	Aaa	²	AA	²	85 \$	- \$	- \$	2 085 \$	219 \$	(34) \$	2 170 \$	185 \$
II	AAA	²	Aaa	²	AA	²	546	363	(59)	1 796	253	(41)	2 342	516
III	A+	²	A1	³	A-	²	623	560	(274)	1 535	165	(81)	2 158	370
IV	BB	²	Baa3	²	BBB	²	566	498	(459)	2 309	166	(153)	2 875	52
V	A-	²	A3	²	BB	²	2 611	1 759	(862)	2 678	217	(106)	5 289	1 008
VI	CCC	⁴	-		-		3 448	3 043	(3 013)	-	-	-	3 448	30
VII	AAA		Aaa		AAA		-	-	-	5 200	199	(31)	5 200	168
VIII	AAA		Aaa		AAA		-	-	-	5 195	401	(27)	5 195	374
IX	AAA		Aaa		AAA		-	-	-	1 494	122	(6)	1 494	116
X	AA	²	Aa3	²	A+	^{4,5}	-	-	-	2 262	94	(23)	2 262	71
XI	A+	²	Aa2	²	AA	²	-	-	-	199	4	-	199	4
Total, garants financiers							7 879 \$	6 223 \$	(4 667) \$	24 753 \$	1 840 \$	(502) \$	32 632 \$	2 894 \$

En millions de dollars US, au 31 janvier 2008

I	AAA	²	Aaa	²	AAA		85 \$	- \$	- \$	2 333 \$	131 \$	(11) \$	2 418 \$	120 \$
II	AAA	²	Aaa	²	AA	²	549	217	(18)	1 819	87	(7)	2 368	279
III	AAA	²	Aaa	²	AAA		628	556	(47)	1 514	61	(5)	2 142	565
IV	AA	⁴	Aaa	²	AA	²	566	362	(101)	2 262	49	(14)	2 828	296
V	AAA	²	Aaa	²	A	²	2 628	1 508	(369)	2 701	74	(18)	5 329	1 195
VI	CCC	⁴	-		-		3 453	2 353	(2 283)	-	-	-	3 453	70
VII	AAA		Aaa		AAA		-	-	-	5 200	219	(21)	5 200	198
VIII	AAA		Aaa		AAA		-	-	-	5 103	119	(10)	5 103	109
IX	AAA		Aaa		AAA		-	-	-	1 668	58	(4)	1 668	54
X	AA		Aa3		A+	⁴	-	-	-	2 268	87	(22)	2 268	65
XI	AA	²	Aa2	²	AA	²	-	-	-	199	-	-	199	-
Total, garants financiers							7 909 \$	4 996 \$	(2 818) \$	25 067 \$	885 \$	(112) \$	32 976 \$	2 951 \$

- 1) Compte non tenu des rajustements de la valeur.
- 2) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'incidences négatives.
- 3) A fait l'objet d'un abaissement de sa cote à Ba2 en mai 2008.
- 4) Fait l'objet d'une surveillance de crédit
- 5) Cote retirée en mai 2008, n'est plus notée par Fitch Ratings.

Les actifs sous-jacents de la position couverte par les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous.

En millions de dollars US, au 30 avril 2008

Contrepartie	Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation			
	Montant nominal de référence	Montant nominal de référence	TAP flux groupés ¹	Titres d'emprunt d'entreprises ²	TACHC ³	Divers ⁴
I	85 \$	712 \$	- \$	777 \$	596 \$	2 085 \$
II	546	952	-	-	844	1 796
III	623	1 388	-	-	147	1 535
IV	566	2 011	-	-	298	2 309
V	2 611	2 678	-	-	-	2 678
VI	3 448	-	-	-	-	-
VII	-	-	5 200	-	-	5 200
VIII	-	4 945	-	-	250	5 195
IX	-	1 314	-	-	180	1 494
X	-	75	1 759	-	428	2 262
XI	-	-	-	-	199	199
Total	7 879 \$	14 075 \$	6 959 \$	777 \$	2 942 \$	24 753 \$

En millions de dollars US, au 31 janvier 2008

I	85 \$	712 \$	- \$	777 \$	844 \$	2 333 \$
II	549	1 033	-	-	786	1 819
III	628	1 362	-	-	152	1 514
IV	566	1 964	-	-	298	2 262
V	2 628	2 701	-	-	-	2 701
VI	3 453	-	-	-	-	-
VII	-	-	5 200	-	-	5 200
VIII	-	4 853	-	-	250	5 103
IX	-	1 314	-	-	354	1 668
X	-	75	1 759	-	434	2 268
XI	-	-	-	-	199	199
Total	7 909 \$	14 014 \$	6 959 \$	777 \$	3 317 \$	25 067 \$

1) Assortis d'une cote de crédit AAA; les actifs sous-jacents sont des prêts prioritaires garantis consentis aux emprunteurs de qualité moindre, subordination de 6 % à 67 %; moyenne pondérée de 32 %.

2) Swaps sur défaillance synthétiques sur des actifs sous-jacents de première qualité; subordination de 15 % à 30 %; moyenne pondérée de 19 %.

3) Titres adossés à des créances avec flux groupés synthétiques dont 62 % des actifs sous-jacents sont assortis d'une cote d'au moins BBB-, et les autres, d'une cote de BB+ à B.

4) Comprend des TAC hypothécaires à l'habitation autres que du marché américain, des titres privilégiés de fiducie et des obligations à rendement élevé.

Les positions liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation comprennent des TAC flux groupés super prioritaires dont les actifs sous-jacents sont composés à environ 55 % de TAC hypothécaires à l'habitation à risque élevé, à environ 21 % de TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, à environ 15 % de TAC flux groupés de TACM et à environ 9 % de titres autres que du marché des prêts hypothécaires à l'habitation. Environ 37 % des actifs sous-jacents à risque élevé assortis d'une cote Alt-A sont des TAC hypothécaires à l'habitation ont été émis avant 2006, et 63 %, en 2006 et de 2007. Les positions à risque élevé sont celles qui ont obtenu un résultat inférieur à 660 de la Fair Isaac Corporation (FICO), et les actifs sous-jacents notés Alt-A sont ceux dont le résultat de la FICO se situe entre 660 et 720.

Titres couverts par d'autres contreparties

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs des dérivés de crédit souscrits auprès de contreparties autres que les garants financiers.

	Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Total			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence		Juste valeur	
					30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2008	31 janv. 2008
En millions de dollars US, au 30 avril 2008								
Institutions financières non bancaires	591 \$	288 \$	401 \$	17 \$	992 \$	11 772 \$	305 \$	366 \$
Banques			1 434	28	1 434	19 856	28	546
Fonds multicédants canadiens			9 256	245	9 256	10 281	245	430
Gouvernements			347	-	347	362	-	-
Divers			2	1	2	2	1	1
	591 \$	288 \$	11 440 \$	291 \$	12 031 \$	42 273 \$	579 \$	1 343 \$

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des contreparties autres que les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous.

En millions de dollars US, au 30 avril 2008	Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		
	Montant nominal de référence	Titres	Montant nominal de référence		
			TAC flux groupés	TAP flux groupés	d'emprunt d'entreprise
Institutions financières non bancaires	591 \$	- \$	- \$	- \$	401 \$ ¹
Banques	-	529	-	-	905 ¹
Fonds multicédants canadiens		-	-	9 256	-
Gouvernements		-	-	-	347
Divers		-	-	-	2 ¹
	591 \$	529 \$	9 256 \$	1 655 \$	

1) Comprend principalement des swaps sur défaillance liés à un débiteur particulier qui couvrent les swaps sur défaillance liés à un débiteur particulier et les titres achetés.

Parmi les autres contreparties qui couvrent le risque lié aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, 91 % ont une note de crédit interne correspondant à une cote de première qualité.

Fonds multicédants canadiens

Nous achetons des protections de dérivés de crédit auprès de fonds multicédants canadiens et générons une marge excédentaire en vendant ces protections à des tiers. Les portefeuilles de référence sont constitués d'indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés. Ces fonds multicédants respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. L'une des contreparties à ces fonds multicédants, Great North Trust, est soutenue par la CIBC et les autres contreparties aux fonds multicédants sont partie à la Proposition de Montréal.

En millions de dollars US, au 30 avril 2008	Actifs sous-jacents	Montant nominal de référence	Évaluation à la valeur de marché	Biens donnés en garanties ²
Fonds multicédants				
	Indice de crédit des entreprises, qualité supérieure ¹	4 906 \$	153 \$	297 \$
	Nereus I 160 entreprises de qualité supérieure	2 200	47	248
	Nereus II 160 entreprises de qualité supérieure	2 150	45	221
		9 256 \$	245 \$	766 \$
31 janv. 2008		10 300 \$	430 \$	911 \$

- 1) Portefeuille statique de 125 sociétés nord-américaines de référence, qui ont obtenu une cote de première qualité à la date de création de l'indice. La moitié de ces sociétés ont une cote d'au moins Baa1. Les sociétés inscrites à la cote d'une Bourse des États-Unis sont au nombre de 123 et les garants financiers représentent environ 2,4 % du portefeuille. Le point d'attache se situe à 30 % et il n'existe aucune exposition directe au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.
- 2) Comprend les effets de première qualité émis par des fonds multicédants soutenus par des tiers, les effets à taux variables, le papier commercial émis par les fonds multicédants de titrisation soutenus par la CIBC et les acceptations bancaires de la CIBC.

Activités de financement à effet de levier

Nous procurons du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. Nous garantissons généralement le crédit financier à effet de levier et syndiquons la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous touchons des honoraires tout au long du processus.

Nous sommes en voie de liquider nos activités de financement à effet de levier en Europe. De même que pour les activités de crédit structuré en cours de liquidation, le risque inhérent à nos activités de financement à effet levier en Europe en voie d'être liquidées est également géré par une équipe spécialisée qui a pour mandat de réduire les risques résiduels. Au 30 avril 2008, nous avons consenti des prêts à effet de levier autorisés émis totalisant 851 M\$ (822 M\$ au 31 janvier 2008) ainsi que des lettres de crédit et des engagements autorisés non émis de 374 M\$ (383 M\$ au 31 janvier 2008). Aucun de ces prêts n'est considéré comme douteux. Au cours du trimestre, la liquidation de nos activités de financement à effet de levier en Europe a entraîné des pertes négligeables, mais aucune baisse de valeur.

Par ailleurs, nous avons vendu nos activités américaines de financement à effet de levier, dans le cadre de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer.

AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Forum, cette section donne des précisions sur d'autres activités choisies.

Activités de titrisation

Nos activités de titrisation offrent à nos clients un accès à du financement sur le marché des titres de créance. Nous soutenons plusieurs fonds multicédants au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du papier commercial aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Nous procurons généralement aux fonds multicédants des facilités de garantie de liquidité pour papier commercial et des services de distribution de titres, de comptabilité, de gestion des liquidités et d'autres services financiers.

Au 30 avril 2008, nous détenions des titres de PCAC émis par les fonds multicédants que nous soutenons totalisant 786 M\$ (3,1 G\$, au 31 octobre 2007) et les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 11,37 G\$.

Le tableau suivant présente les actifs sous-jacents donnés en garantie et l'échéance moyenne de chaque type d'actif détenu dans nos fonds multicédants. Nous avons également procuré des facilités de crédit de 70 M\$ à ces fonds multicédants au 30 avril 2008.

En millions de dollars US, au 30 avril 2008

Catégorie d'actif	Montant capitalisé	Durée estimative moyenne pondérée (en années)
Prêts hypothécaires à l'habitation	4 075 \$	2,48
Locations de véhicules	3 109	1,31
Prêts aux franchises	1 873	1,49
Prêts automobiles	769	1,12
Cartes de crédit	975	4,88 ¹
Financement de stocks des détaillants	600	1,54
Locations de matériel et prêts pour le matériel	582	1,39
Divers	177	0,27
	12 160 \$	2,00

1) Sur la base de la période de rechargement et de la période d'amortissement considérées pour l'opération.

Les effets à court terme émis par les fonds multicédants sont adossés aux actifs susmentionnés. Ces actifs ont dégagé un rendement conforme aux critères qu'ils sont tenus de rencontrer pour conserver la cote de crédit des effets émis par les fonds multicédants.

Nous avons également titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations de titrisation effectuées au cours du trimestre figurent à la note 6 afférente aux états financiers consolidés.

Financement immobilier aux États-Unis

Dans notre segment de financement immobilier aux États-Unis, nous exploitons une plateforme de services complets qui assure le montage des prêts hypothécaires commerciaux à des clients du marché intermédiaire. Nos programmes de prêt à la construction et de crédit relais offrent du financement à taux variable et à taux fixe pour la mise en valeur et la rénovation de biens en construction ou destinés à la location. Après la phase de construction et la phase intermédiaire et une fois que les biens sont prêts à devenir productifs, nous offrons aux emprunteurs du financement à taux fixe dans le cadre du programme permanent. Ces prêts hypothécaires commerciaux sont ensuite vendus aux programmes de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Le segment a également des capacités de négociation et de distribution de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, bien qu'il n'en détenait aucun au 30 avril 2008. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos positions dans ce segment au 30 avril 2008.

En millions de dollars US, au 30 avril 2008

	Marges de crédit	Prêts
Prêts hypothécaires commerciaux	- \$	504 \$
Prêts destinés à la construction commerciale	413	1 440
	413 \$	1 944 \$

RÉTROSPECTIVE DU RENDEMENT FINANCIER

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net d'intérêts	1 349 \$	1 154 \$	1 079 \$	2 503 \$	2 138 \$
Revenu autre que d'intérêts	(1 223)	(1 675)	1 971	(2 898)	4 003
Total du revenu	126	(521)	3 050	(395)	6 141
Dotation à la provision pour pertes sur créances	176	172	166	348	309
Frais autres que d'intérêts	1 788	1 761	1 976	3 549	3 919
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(1 838)	(2 454)	908	(4 292)	1 913
Charge (économie) d'impôts	(731)	(1 002)	91	(1 733)	322
Participations sans contrôle	4	4	10	8	14
(Perte nette) bénéfice net	(1 111) \$	(1 456) \$	807 \$	(2 567) \$	1 577 \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 270 M\$, ou 25 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des coûts de financement des activités de négociation engendrée par le ralentissement des activités de négociation, la croissance des volumes des produits de détail, des marges favorables attribuables aux dépôts et l'incidence d'une journée de plus au trimestre. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts de financement pour les produits de prêts de détail.

Le revenu net d'intérêts s'est accru de 195 M\$, ou 17 %, en regard du trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des coûts de financement des activités de négociation susmentionnée, des marges favorables sur cartes et prêts hypothécaires, de la hausse des revenus de trésorerie, et de la croissance des volumes des produits de détail. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence des deux journées de moins au trimestre et du rétrécissement des marges sur dépôts.

Le revenu net d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2008 a augmenté de 365 M\$, soit 17 %, comparativement à la période correspondante de 2007, en grande partie en raison de la diminution des coûts de financement des activités de négociation et de la croissance des volumes des produits de détail. En outre, des marges favorables sur dépôts et l'incidence d'une journée de plus au trimestre ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts de financement pour les produits de prêts de détail et la diminution des revenus de trésorerie.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 3 194 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 6 901 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008 comparativement à la même période de 2007. Cette importante diminution a principalement découlé des charges à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à

l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. De plus, la diminution des activités de négociation, l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines au trimestre précédent, la baisse des gains sur valeurs disponibles à la vente, les pertes liées aux fonds multicédants soutenus par des tiers, et la perte de change découlant du rapatriement des bénéfices non répartis de nos activités américaines ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les gains supérieurs sur les dérivés de crédit découlant de l'élargissement des écarts de taux.

Le revenu autre que d'intérêt a été supérieur de 452 M\$ à celui du trimestre précédent, en raison principalement des charges à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution des activités de négociation, la régression des gains sur les dérivés de crédit, et la perte de change découlant du rapatriement susmentionné.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la reprise de 24 M\$ de la provision générale au deuxième trimestre de 2007, contrebalancée en partie par des améliorations au portefeuille de crédit personnel.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 4 M \$, ou 2 %, en regard du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse des pertes dans les portefeuilles de cartes en raison des volumes, neutralisée en partie par des pertes inférieures subies par le portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2008 a augmenté de 39 M\$, ou 13 %, en regard de la même période de 2007. La hausse des pertes dans les portefeuilles des cartes et des

prêts aux entreprises et aux gouvernements a été en partie neutralisée par l'amélioration dans le portefeuille de crédit personnel. Le deuxième trimestre de 2007 a profité d'une reprise de 24 M\$ de la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 188 M\$, ou 10 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement, contrebalancée en partie par la hausse des charges liées aux questions judiciaires. De plus, les résultats du trimestre considéré ont bénéficié de la baisse des commissions, des coûts de retraite et des frais informatiques.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 27 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, la hausse des charges liées aux questions judiciaires, les honoraires et les impôts et taxe sur le capital ayant été contrebalancée en partie par la baisse de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 370 M\$, ou 9 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2008 par rapport à la période correspondante de 2007. La diminution s'explique surtout par la baisse de la rémunération liée au rendement et des commissions et des coûts de retraite, contrebalancée en partie par la hausse des charges liées aux questions judiciaires.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts s'est établie à 731 M\$ par rapport à une charge d'impôts de 91 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'économie d'impôts pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est établie à 1 733 M\$, comparativement à une charge de 322 M\$ pour la période correspondante de 2007. L'économie d'impôts a découlé de la perte au cours de la période considérée.

L'économie d'impôts a diminué de 271 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la diminution de la perte avant impôts.

Le taux de recouvrement d'impôts réel a atteint 39,8 % pour le trimestre en regard du taux d'imposition réel de 10,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 40,8 % pour le trimestre précédent. Le taux de recouvrement d'impôts réel pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est établi à 40,4 % comparativement à un taux d'imposition réel de 16,8 % pour la période correspondante de 2007.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1,06 G\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 82 M\$ US (83 M\$). Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital de 724 M\$ qui viennent à échéance dans 20 ans, et un montant de 68 M\$ lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance.

Le taux de recouvrement d'impôts réel rajusté et les taux de recouvrement selon la base d'imposition équivalente (BIE) pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 se sont établis respectivement à 39,8 %¹ et 37,7 %¹.

Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations des taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien s'est apprécié de 12 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre correspondant de 2007, ce qui a donné lieu à une diminution de 180 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie de fonctionnement est le dollar américain.

Le dollar canadien s'est déprécié de 1 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre précédent, ce qui a donné lieu à une augmentation de 10 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie de fonctionnement est le dollar américain.

Le dollar canadien s'est apprécié de 13 % en moyenne par rapport au dollar américain pour le semestre terminé le 30 avril 2008 en regard de la période correspondante de 2007, ce qui a donné lieu à une diminution de 253 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie de fonctionnement est le dollar américain.

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2008		2007		2006			
	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 239 \$	2 371 \$	2 794 \$	2 386 \$	2 309 \$	2 273 \$	2 171 \$	2 164 \$
Marchés mondiaux CIBC	(2 166)	(2 957)	5	455	606	662	572	551
Siège social et autres	53	65	147	138	135	156	147	111
Total des revenus	126	(521)	2 946	2 979	3 050	3 091	2 890	2 826
Dotation à la provision pour pertes sur créances	176	172	132	162	166	143	92	152
Frais autres que d'intérêts	1 788	1 761	1 874	1 819	1 976	1 943	1 892	1 883
(Perte) bénéfice avant impôts sur								
les bénéfices et participations sans contrôle	(1 838)	(2 454)	940	998	908	1 005	906	791
Charge (économie) d'impôts	(731)	(1 002)	45	157	91	231	87	125
Participations sans contrôle	4	4	11	6	10	4	-	4
(Perte nette) bénéfice net	(1 111) \$	(1 456) \$	884 \$	835 \$	807 \$	770 \$	819 \$	662 \$
(Perte) bénéfice par action								
– de base	(3,00) \$	(4,39) \$	2,55 \$	2,33 \$	2,29 \$	2,13 \$	2,34 \$	1,88 \$
– dilué(e) ¹	(3,00) \$	(4,39) \$	2,53 \$	2,31 \$	2,27 \$	2,11 \$	2,32 \$	1,86 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

L'acquisition de FirstCaribbean s'est traduite par l'accroissement des revenus de Marchés de détail CIBC depuis le premier trimestre de 2007. De plus, les revenus ont été particulièrement élevés au quatrième trimestre de 2007 en raison du gain lié à la restructuration de Visa. Les revenus de Marchés mondiaux CIBC ont été touchés négativement depuis le troisième trimestre de 2007 par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation, tout particulièrement pendant les deux trimestres de l'exercice en cours en raison des charges à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers. La déconsolidation d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) a entraîné une diminution des revenus au troisième trimestre de 2006.

Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté légèrement en 2007, du fait surtout des pertes plus importantes subies par le portefeuille de cartes, attribuables aux volumes plus importants, et de l'acquisition de FirstCaribbean. Les recouvrements et les reprises associés aux prêts aux entreprises ont reculé, comparativement aux niveaux élevés atteints dans le passé.

Les reprises de la provision générale ont été incluses dans les résultats du deuxième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006.

Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés en 2007 en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. La rémunération liée au rendement a diminué depuis le troisième trimestre de 2007. La reprise nette sur les provisions liées aux questions judiciaires a également entraîné des frais inférieurs au troisième et au quatrième trimestres de 2007.

Une économie d'impôts sur les bénéfices a été réalisée aux premier et deuxième trimestres de 2008, du fait de la perte subie au cours de la période. Les recouvrements d'impôts liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal moindres ont été constatés dans les résultats des trois derniers trimestres de 2007 et des deux derniers trimestres de 2006. En règle générale, le revenu exonéré d'impôts a progressé tout au long de la période, les dividendes exonérés d'impôts reçus aux quatrième trimestres de 2007 et de 2006 ayant été plus élevés. Les résultats du dernier trimestre de 2007 ont bénéficié d'un taux d'imposition moindre sur le gain lié à la restructuration de Visa, et les résultats des deux derniers trimestres de 2007 ont été favorisés par un taux d'imposition plus faible sur la reprise nette sur les provisions liées aux questions judiciaires. L'économie d'impôts liée à la perte de change relative au rapatriement des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères a été intégrée aux résultats du deuxième trimestre de 2008. La charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères est comprise dans les résultats du quatrième trimestre de 2007.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 45 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité sont présentés dans leur section respective.

En millions de dollars, sauf les données par action		Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
		30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net d'intérêts		1 349 \$	1 154 \$	1 079 \$	2 503 \$	2 138 \$
Revenu autre que d'intérêts		(1 223)	(1 675)	1 971	(2 898)	4 003
Total des revenus présentés selon les états financiers	A	126	(521)	3 050	(395)	6 141
Rajustement de la BIE	B	60	61	54	121	116
Total des revenus (BIE) ¹	C	186 \$	(460) \$	3 104 \$	(274) \$	6 257 \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers	D	1 788 \$	1 761 \$	1 976 \$	3 549 \$	3 919 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels		10	10	12	20	17
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ¹	E	1 778 \$	1 751 \$	1 964 \$	3 529 \$	3 902 \$
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présenté(e) selon les états financiers	F	(1 838) \$	(2 454) \$	908 \$	(4 292) \$	1 913 \$
Rajustement de la BIE	B	60	61	54	121	116
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présenté(e) (BIE) ¹	G	(1 778) \$	(2 393) \$	962 \$	(4 171) \$	2 029 \$
Bénéfice avant impôts déclarés présentés selon les états financiers	H	(731) \$	(1 002) \$	91 \$	(1 733) \$	322 \$
Rajustement de la BIE	B	60	61	54	121	116
Autres rajustements fiscaux	I	-	56	91	56	91
Impôts sur les bénéfices rajustés ¹	J	(671) \$	(885) \$	236 \$	(1 556) \$	529 \$
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	K	(1 141) \$	(1 486) \$	772 \$	(2 627) \$	1 488 \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels		8	8	9	16	13
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	L	(1 133) \$	(1 478) \$	781 \$	(2 611) \$	1 501 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	M	380 754	338 732	337 320	359 512	336 896
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilués (en milliers)	N	382 377	340 811	340 613	361 366	340 272
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	E/C	négl.	négl.	63,2 %	négl.	62,3 %
Taux d'imposition réel déclaré (BIE) ^{1,2}	(H+B)/G	37,7 %	39,3 %	15,1 %	38,6 %	21,6 %
Taux d'imposition réel rajusté ^{1,2}	(H+I)/F	39,8 %	38,5 %	20,0 %	39,1 %	21,6 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE) ^{1,2}	J/G	37,7 %	37,0 %	24,5 %	37,3 %	26,1 %
(Perte) bénéfice de base par action – comptabilité de caisse ¹	L/M	(2,98) \$	(4,36) \$	2,32 \$	(7,26) \$	4,46 \$
(Perte) bénéfice dilué par action – comptabilité de caisse ^{1,3}	L/N	(2,98) \$	(4,36) \$	2,29 \$	(7,26) \$	4,41 \$

- Mesures non conformes aux PCGR
 - Pour les périodes terminées le 30 avril 2008 et le 31 janvier 2008, représente les taux de recouvrement d'impôt applicables à la perte avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle.
 - En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.
- négl. Négligeable en raison de la perte nette.

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC offrent une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et à des clients de services bancaires d'entreprise, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenus					
Services bancaires personnels et PME	540 \$	544 \$	501 \$	1 084 \$	1 018 \$
Service Impérial	239	244	232	483	469
Courtage de détail	264	276	294	540	596
Cartes	415	423	399	838	809
Prêts hypothécaires et crédit personnel	302	319	356	621	737
Gestion d'actifs	116	120	124	236	247
Groupe Entreprises	117	126	121	243	242
FirstCaribbean	122	126	150	248	200
Divers	124	193	132	317	264
Total des revenus (a)	2 239	2 371	2 309	4 610	4 582
Dotation à la provision pour pertes sur créances	174	155	186	329	334
Frais autres que d'intérêts (b)	1 380	1 353	1 418	2 733	2 771
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	685	863	705	1 548	1 477
Charge d'impôts	174	202	81	376	279
Participations sans contrôle	2	4	7	6	11
Bénéfice net (c)	509 \$	657 \$	617 \$	1 166 \$	1 187 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	61,6 %	57,1 %	61,4 %	59,3 %	60,5 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	8 \$	8 \$	10 \$	16 \$	13 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) ² ((b-d)/a)	61,3 %	56,7 %	61,0 %	58,9 %	60,2 %
Rendement des capitaux propres ²	42,0 %	54,0 %	51,6 %	48,0 %	52,7 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(154) \$	(156) \$	(153) \$	(310) \$	(290) \$
Bénéfice économique ² (c+e)	355 \$	501 \$	464 \$	856 \$	897 \$
Effectif permanent	28 253	27 984	27 773	28 253	27 773

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net a fléchi de 108 M\$, ou 18 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent, dont les résultats avaient bénéficié d'un recouvrement d'impôts de 80 M\$. Hormis le recouvrement d'impôts et le rajustement au titre du premier appel public à l'épargne de Visa au cours du trimestre, le bénéfice net a légèrement diminué, principalement en raison de la diminution des revenus engendrée par la hausse des coûts de financement, des revenus moindres du courtage de détail et de FirstCaribbean.

Le bénéfice net a reculé de 148 M\$, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des revenus engendrée par la diminution des revenus de trésorerie répartis, du fait que le trimestre comptait deux jours de moins et du rajustement lié au premier appel public à l'épargne de Visa.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2008 a chuté de 21 M\$, ou 2 %, en regard de la période correspondante de 2007. Déduction faite du recouvrement d'impôts et du rajustement au titre du premier appel public à l'épargne de Visa, le bénéfice net s'est accru compte tenu de la hausse des revenus et de la baisse des dépenses.

Revenus

Les revenus de FirstCaribbean sont inclus à partir de la date d'acquisition du 22 décembre 2006. Avant cette date, FirstCaribbean était comptabilisée à la valeur de consolidation et les revenus étaient inclus au poste divers.

Les revenus ont diminué de 70 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 39 M\$, surtout en raison des marges favorables et de la croissance des volumes.

Les revenus de Service Impérial se sont accrus de 7 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes.

Les revenus du Courtage de détail ont diminué de 30 M\$, principalement en raison de la réduction des activités de négociation et des nouvelles émissions, neutralisée en partie par des marges favorables.

Les revenus du segment Cartes ont connu une hausse de 16 M\$ en raison de la croissance des volumes, partiellement contrebalancée par l'augmentation des coûts de financement.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont reculé de 54 M\$, surtout en raison de la hausse des coûts de financement, neutralisée en partie par la croissance des volumes.

Les revenus du segment Gestion d'actifs ont baissé de 8 M\$, principalement en raison de la diminution des revenus tirés des frais découlant d'un changement dans la composition de l'actif.

Les revenus de FirstCaribbean ont fléchi de 28 M\$, surtout à cause de la robustesse du dollar canadien et de la diminution des revenus liés aux opérations sur valeurs mobilières.

Les revenus du segment Divers ont reculé de 8 M\$, essentiellement en raison de la baisse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancée en partie par la hausse des revenus de Services financiers le Choix du Président.

Les revenus ont fléchi de 132 M\$, ou 6 %, en regard du trimestre précédent.

Le recul de 12 M\$ des revenus du Courtage de détail est principalement attribuable à la diminution des revenus d'honoraires et des nouvelles émissions.

Les revenus du segment Cartes ont diminué de 8 M\$, surtout en raison du rajustement lié au premier appel public à l'épargne de Visa, des deux jours de moins au trimestre et de la baisse des revenus tirés des frais, contrebalancés en partie par des marges favorables.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont reculé de 17 M\$, principalement à cause des deux jours de moins au trimestre et de la diminution des frais liés au refinancement hypothécaire.

Les revenus de Groupe Entreprises ont baissé de 9 M\$, principalement en raison de la compression des marges sur dépôts.

Les revenus du segment Divers ont chuté de 69 M\$ surtout en raison de la diminution des revenus de trésorerie répartis.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, les revenus ont augmenté de 28 M\$, ou 1 %, en regard de la même période de 2007.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont progressé de 66 M\$, en raison des marges favorables et de la croissance des volumes.

Les revenus de Service Impérial se sont accrus de 14 M\$ en raison de la croissance des volumes.

Le fléchissement de 56 M\$ des revenus du Courtage de détail s'explique par la réduction des activités de négociation et des nouvelles émissions, neutralisée en

partie par des marges favorables et la montée des revenus d'honoraires.

L'augmentation de 29 M\$ des revenus du segment Cartes est essentiellement attribuable à l'accroissement des volumes et à la hausse des revenus tirés des frais, partiellement contrebalancés par l'accroissement des coûts de financement et le rajustement lié au premier appel public à l'épargne de Visa.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont reculé de 116 M\$, surtout en raison de la hausse des coûts de financement et de la tendance vers les prêts garantis ayant des marges inférieures, neutralisées en partie par la croissance des volumes.

Les revenus du segment Gestion d'actifs ont baissé de 11 M\$, principalement en raison de la diminution des revenus tirés des frais découlant d'un changement dans la composition de l'actif.

Les revenus du segment Divers ont progressé de 53 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 12 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des pertes dans le portefeuille de Services bancaires personnels et PME, contrebalancée en partie par l'augmentation des pertes engendrée par la croissance soutenue du volume dans le portefeuille des cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé de 19 M\$, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des pertes liées aux facteurs saisonniers, de la croissance du volume dans le portefeuille des cartes et de la diminution des recouvrements et des reprises dans le portefeuille de prêts agricoles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2008 a diminué de 5 M\$, ou 1 %, par rapport à la même période de 2007, principalement en raison de la régression des pertes dans le portefeuille des Services bancaires personnels et PME et de la hausse des recouvrements et des reprises dans le portefeuille de prêts agricoles, contrebalancées en partie par la croissance soutenue du volume dans le portefeuille des cartes et par l'accroissement des recouvrements et reprises dans le portefeuille du Groupe Entreprises de l'exercice précédent.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 38 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement, des coûts de soutien du siège social et des frais de communication.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 27 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse des frais de FirstCaribbean, des impôts et taxe sur le capital, des taxes d'affaires et des frais de publicité.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2008 ont diminué de 38 M\$, ou 1 %, par rapport à la période correspondante de 2007, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement, des coûts de soutien du siège social, des impôts et taxe sur le capital, et des taxes d'affaires, contrebalancée en partie par l'acquisition de FirstCaribbean.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont progressé de 93 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 97 M\$, ou 35 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2008 par rapport à la même période de 2007, surtout en raison du recouvrement d'impôts susmentionné.

Les impôts sur les bénéfices ont chuté de 28 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent compte tenu d'une diminution des bénéfices.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 28 253 employés, soit 480 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 269 employés de plus qu'au trimestre précédent, principalement en raison d'une augmentation du nombre d'employés traitant avec la clientèle.

MARCHÉS MONDIAUX CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros et des services financiers aux entreprises de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des Services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions en matière de capital et des services-conseils à un large éventail de secteurs de même que des recherches aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels que nous servons.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenus (BIE) ²					
Marchés financiers	(2 253) \$	(3 169) \$	351 \$	(5 422) \$	800 \$
Services bancaires d'investissement et produits de crédit	102	283	247	385	451
Services de banque d'affaires	5	9	85	14	162
Divers	40	(19)	(23)	21	(29)
Total des revenus (BIE) ^{2(a)}	(2 106)	(2 896)	660	(5 002)	1 384
Rajustement de la BIE	60	61	54	121	116
Total des revenus (b)	(2 166)	(2 957)	606	(5 123)	1 268
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	2	17	-	19	(5)
Frais autres que d'intérêts (c)	358	351	459	709	945
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(2 526)	(3 325)	147	(5 851)	328
Économie d'impôts	(891)	(1 166)	(16)	(2 057)	(5)
Participations sans contrôle	2	-	3	2	3
(Perte nette) bénéfice net (d)	(1 637) \$	(2 159) \$	160 \$	(3 796) \$	330 \$
Coefficient d'efficacité (c/b)	négl.	négl.	75,8 %	négl.	74,5 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ² (c/a)	négl.	négl.	69,6 %	négl.	68,3 %
Rendement des capitaux propres ²	(293,9) %	(391,7) %	36,9 %	(342,4) %	39,1 %
Montant au titre du capital économique ^{2(e)}	(73) \$	(72) \$	(55) \$	(145) \$	(107) \$
Bénéfice (perte) économique ² (d+e)	(1 710) \$	(2 231) \$	105 \$	(3 941) \$	223 \$
Effectif permanent	1 145	1 287	1 846	1 145	1 846

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.
négl. Négligeable en raison de la perte nette.

Aperçu financier

La perte nette s'est établie à 1 637 M\$ en regard d'un bénéfice net de 160 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats de Marchés Mondiaux CIBC ont été grandement touchés par la charge de 1,46 G\$ après impôts au titre de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers.

La perte nette a chuté de 522 M\$ par rapport au trimestre précédent et est principalement attribuable aux baisses de valeur liées au risque de crédit couvert et à la diminution des pertes liées au risque non couvert relatif au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

La perte nette pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est accrue de 4 126 M\$ par rapport à la période correspondante de 2007, surtout pour les raisons déjà mentionnées.

Revenus

Les revenus ont diminué de 2 772 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour plus de précisions au sujet de certains des éléments importants, se reporter à la section Activités en cours de liquidation du rapport de gestion.

Les revenus de Marchés financiers ont glissé de 2 604 M\$, principalement en raison des baisses de valeur liées à la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers, y compris ACA, des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, et des frais liés aux fonds multicédants soutenus par des tiers. Les revenus ont également été inférieurs en raison de l'incidence de la vente de certaines de nos activités de négociation d'actions américaines au cours du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et de produits de crédit ont fléchi de 145 M\$, surtout en raison de la diminution des revenus tirés des services bancaires d'investissement, notamment l'incidence de la vente de nos activités américaines de services bancaires d'investissement et de Services de banques d'affaires, qui a compté pour 41 M\$ de ce fléchissement, la régression des revenus tirés du financement immobilier américain, et le recul des gains associés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont chuté de 80 M\$, essentiellement en raison de la baisse des gains tirés des fonds tiers sous gestion et des investissements directs.

Les revenus du segment Divers ont progressé de 63 M\$ surtout en raison de la hausse des crédits nets de financement interne.

Les revenus ont bondi de 791 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont connu une hausse de 916 M\$, essentiellement en raison de la diminution des baisses de valeur liées au risque de crédit et de la régression des pertes liées au risque non couvert relatif au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et de produits de crédit se sont affaiblis de 181 M\$, essentiellement en raison du recul des gains liés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises des revenus de Services bancaires d'investissement, dont l'incidence de la vente des activités américaines de services bancaires d'investissement et de Services de banques d'affaires.

Les revenus du segment Divers se sont accrus de 59 M\$, essentiellement en raison de la perte à la vente de certaines de nos activités américaines comptabilisée au trimestre précédent.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, les revenus ont diminué de 6 391 M\$ en regard de la même période de 2007.

Les revenus de Marchés financiers ont fléchi de 6 222 M\$, essentiellement en raison de la charge de 5,1 G\$ au titre de la protection contre le risque souscrite auprès de garants financiers. Au cours de la période considérée, nous avons également subi des pertes de 587 M\$ liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et de produits de crédit ont diminué de 66 M\$, surtout en raison de la baisse des gains tirés du financement immobilier aux États-Unis et de l'incidence de la vente de nos activités américaines de services bancaires d'investissement et de Services de banque d'affaires, en partie contrebalancées par la hausse des gains liés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont diminué de 148 M\$, essentiellement en raison de la diminution des gains tirés des investissements directs et des fonds tiers sous gestion.

Les revenus du segment Divers ont progressé de 50 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 2 M\$, par rapport à néant au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 2 M\$, contre 17 M\$ au trimestre précédent, essentiellement en raison de la diminution des pertes au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est fixée à 19 M\$, comparativement à une reprise de 5 M\$ pour la période correspondante de 2007, surtout en raison d'une hausse des pertes au Canada et d'une baisse des recouvrements en Europe, neutralisées en partie par des pertes inférieures aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 101 M\$, ou 22 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la vente de certaines de nos activités américaines et de la diminution de la rémunération liée au rendement, contrebalancée en partie par la hausse des charges liées aux questions judiciaires.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 7 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse des charges liées aux questions judiciaires, contrebalancée en partie par la diminution de la rémunération liée au rendement et l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2008 ont chuté de 236 M\$, ou 25 %, par rapport à la période correspondante de 2007, surtout en raison de la régression de la rémunération liée au rendement et de l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines, contrebalancées en partie par la hausse des charges liées aux questions judiciaires et des honoraires.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts a atteint 891 M\$ comparativement à 16 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des baisses de valeur liées au risque de crédit et des pertes liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

L'économie d'impôts a glissé de 275 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des pertes au cours du trimestre précédent découlant de la charge au titre de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers susmentionnée.

L'économie d'impôts pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est établie à 2 057 M\$ par rapport à 5 M\$

pour la période correspondante de 2007, principalement pour les raisons déjà mentionnées.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 1 145 employés, soit 701 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 142 employés de moins qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la vente de certaines de nos activités américaines et du retrait de certains de nos activités de crédit structuré.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, ainsi que Trésorerie et Gestion du risque, qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que les coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Total des revenus	53 \$	65 \$	135 \$	118 \$	291 \$
Recouvrement de pertes sur créances	-	-	(20)	-	(20)
Frais autres que d'intérêts	50	57	99	107	203
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3	8	56	11	108
Charge (économie) d'impôts	(14)	(38)	26	(52)	48
Bénéfice net	17 \$	46 \$	30 \$	63 \$	60 \$
Effectif permanent	10 947	10 966	10 869	10 947	10 869

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le bénéfice net a diminué de 13 M\$, ou 43 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la perte de change liée au rapatriement des bénéfices non répartis tirés de nos activités américaines et de la baisse des revenus de trésorerie non répartis, contrebalancées en partie par la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social.

Le bénéfice net a reculé de 29 M\$, ou 63 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la perte de change liée au rapatriement susmentionné et de l'économie d'impôts inférieure, neutralisées en partie par l'augmentation des revenus de trésorerie non répartis et la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2008 a progressé de 3 M\$, ou 5 %, en regard de la même période de 2007, surtout en raison de la régression des coûts de soutien non répartis du siège social et de la hausse des recouvrements d'impôts, contrebalancées en partie par la perte de change liée au rapatriement susmentionné et le recul des revenus de trésorerie non répartis.

Revenus

Les revenus ont chuté de 82 M\$, ou 61 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la perte de change liée au rapatriement susmentionné et de la diminution des revenus de trésorerie non répartis.

Les revenus ont diminué de 12 M\$, ou 18 %, en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la perte de change liée au rapatriement susmentionné, neutralisée

en partie par la hausse des revenus de trésorerie non répartis et par l'augmentation des revenus tirés des opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA).

Les revenus pour le semestre terminé le 30 avril 2008 ont reculé de 173 M\$, ou 59 %, par rapport à la période correspondante de 2007, essentiellement en raison de la perte de change liée au rapatriement susmentionné, de la baisse des revenus de trésorerie non répartis et de la diminution des revenus tirés des opérations de couverture portant sur les attributions de DPVA.

Recouvrement de pertes sur créances

Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait une reprise de 20 M\$ de la provision générale. Depuis 2008, nous répartissons la provision générale pour pertes sur créances entre les deux secteurs d'activité stratégiques, soit Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont glissé de 49 M\$, ou 49 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis du siège social.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 7 M\$, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la régression des coûts de soutien non répartis du siège social, contrebalancée en partie par la hausse des frais liés aux DPVA.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 96 M\$, ou 47 %, en comparaison avec la même période de 2007,

essentiellement en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis du siège social et de la diminution des frais liés aux DPVA.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts s'est établie à 14 M\$ par rapport à une charge d'impôts de 26 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce changement est surtout attribuable à l'économie d'impôts liée au rapatriement susmentionné et aux recouvrements d'impôts, contrebalancés en partie par l'incidence fiscale des pertes du trimestre considéré calculées selon des taux d'imposition futurs qui devraient être inférieurs aux taux d'imposition prévus par la loi de l'exercice considéré.

L'économie d'impôts a diminué de 24 M\$, ou 63 %, par rapport au trimestre précédent. Les pertes des trimestres précédents ont été en grande partie calculées selon les taux d'imposition de l'exercice précédent, qui étaient plus élevés que les taux d'imposition prévus par la loi de l'exercice considéré. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence des éléments précités.

L'économie d'impôts pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est fixée à 52 M\$, comparativement à une charge d'impôts de 48 M\$ pour la période correspondante de 2007 pour les raisons susmentionnées.

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	30 avril 2008	31 oct. 2007
Actifs		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	13 092 \$	13 747 \$
Valeurs mobilières	79 097	86 500
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	33 170	34 020
Prêts	165 824	162 654
Instruments dérivés	23 549	24 075
Autres actifs	28 331	21 182
Total des actifs	343 063 \$	342 178 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	238 203 \$	231 672 \$
Instruments dérivés	26 206	26 688
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de prises en pension de titres	36 815	42 081
Autres passifs	22 344	21 977
Titres secondaires	5 359	5 526
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	159	145
Capitaux propres	13 377	13 489
Total des passifs et des capitaux propres	343 063 \$	342 178 \$

Actif

Au 30 avril 2008, l'actif total était de 885 M\$, ou 0,3 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2007.

Les valeurs mobilières ont diminué en raison de la baisse des valeurs disponibles à la vente et des valeurs du compte de négociation, contrebalancée en partie par la hausse des valeurs mobilières désignées à la juste valeur. Les valeurs mobilières disponibles à la vente ont diminué en raison de la vente d'obligations du Trésor US et d'obligations du gouvernement du Canada et de la réduction des fonds multicédants de papier commercial adossés à des créances soutenus par la CIBC. Les valeurs du compte de négociation ont connu une baisse découlant des activités de négociation normales, contrebalancée en partie par l'achat à la valeur nominale d'actifs d'entités émettrices de titrisations structurées par des tiers. Les valeurs mobilières désignées à la juste valeur ont augmenté en raison de la hausse du portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires en appui de notre programme continu de titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation et aux fins de la gestion des garanties.

La réduction des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de revente reflète principalement les activités normales de nos clients.

Les prêts ont augmenté en raison de la croissance des volumes des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires à l'habitation (déduction faite des titrisations).

Les instruments dérivés ont reculé surtout en raison de rajustements de valeur liés à la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers et de la diminution de la valeur marchande des dérivés de change et des dérivés d'actions. Ces facteurs ont été en grande

partie contrebalancés par la hausse de la valeur marchande des dérivés de crédit et des dérivés de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont progressé essentiellement en raison de l'augmentation des garanties sur dérivés et des impôts à recevoir.

Passif

Au 30 avril 2008, l'actif total était de 997 M\$, ou 0,3 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2007.

La hausse des dépôts a été principalement engendrée par la croissance des volumes des activités de détail et les activités normales de trésorerie.

Les instruments dérivés ont connu un recul surtout en raison de la baisse de la valeur marchande des dérivés de change et des dérivés d'actions, neutralisée en grande partie par la hausse de la valeur marchande des dérivés de crédit et des dérivés de taux d'intérêt.

La diminution des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou conformément à des mises en pension de titres découle principalement de la croissance normale des activités axées sur les clients et des activités normales de financement de la trésorerie.

Les titres secondaires ont diminué surtout à cause de rachats, contrebalancés en partie par la variation de la juste valeur des débentures couvertes.

Capitaux propres

Au 30 avril 2008, les capitaux propres avaient diminué de 112 M\$, ou 0,8 %, par rapport au 31 octobre 2007, principalement en raison de la régression des bénéfices non répartis découlant de la perte subie depuis le début de l'exercice, neutralisée en partie par l'émission de capital-actions supplémentaire.

Sources de financement

Nous gérons notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, d'augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et de satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 54 à 56 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Fonds propres réglementaires

Les exigences minimales en matière de fonds propres réglementaires sont assujetties aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF). Les lignes directrices du BSIF découlent du cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par la Banque des règlements internationaux (BRI). Depuis le 1^{er} novembre 2007, nos exigences en matière de fonds propres réglementaires sont fondées sur le dispositif de Bâle II, tel qu'il est décrit à section Gestion du risque.

Selon les normes de la BRI, les banques doivent maintenir un ratio minimal de fonds propres de première catégorie d'au moins 4 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 8 %. Le BSIF a décrété que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts étaient tenues de maintenir un ratio de fonds propres de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 10 %.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers de la CIBC est décrite à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2007. Toutes les filiales, à l'exception de certains placements et de participations qui ne sont pas assujettis à l'évaluation du risque en vertu de l'Accord de Bâle II et qui sont plutôt déduits des fonds propres réglementaires, sont comprises dans le calcul des fonds propres réglementaires. Une méthode de déduction est applicable aux placements dans les compagnies d'assurance affiliées, aux placements importants et aux activités liées à la titrisation.

Notre compagnie d'assurance canadienne, Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée, est assujettie à la ligne directrice du BSIF portant sur le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent des sociétés d'assurance-vie.

Les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau qui suit. L'information au 30 avril 2008 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle II et l'information au 31 octobre 2007 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle I; l'information ne peut être comparée.

En millions de dollars, au	Selon Bâle II, 30 avril 2008	Selon Bâle I, 31 oct. 2007
Fonds propres de première catégorie	12 009 \$	12 379 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	4 481	6 304
Total des fonds propres réglementaires	16 490	17 758
Actif pondéré en fonction du risque	114 767	127 424
Ratio des fonds propres de première catégorie	10,5 %	9,7 %
Ratio du total des fonds propres	14,4 %	13,9 %
Ratio actif/fonds propres	19,3x	19,0x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a connu une hausse de 0,8 % par rapport à la fin de l'exercice, surtout en raison de l'émission d'actions ordinaires et d'une réduction des actifs pondérés en fonction du risque qui a découlé du passage à la méthode fondée sur Bâle II le 1^{er} novembre 2007. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la réduction des bénéfices non répartis causée par la perte au cours de la période considérée, et certaines autres déductions qui, en vertu de l'Accord de Bâle II, sont maintenant soustraites directement des fonds propres de première catégorie.

Le ratio du total des fonds propres a augmenté de 0,5 % par rapport à la fin de l'exercice compte tenu des raisons susmentionnées, contrebalancées en partie par la réduction des fonds propres de deuxième catégorie car, conformément à la méthode de Bâle II, seule une partie de la provision générale peut être incluse dans les fonds propres de deuxième catégorie. Le remboursement de titres secondaires a également eu pour effet de réduire les fonds propres de deuxième catégorie.

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 30 avril 2008	Pour les six mois terminés le 30 avril 2008
Émission d'actions ordinaires ¹	7 \$	2 923 \$
Remboursement de titres secondaires	(89)	(339)
Dividendes		
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	(30)	(60)
Actions privilégiées – classées à titre de passif	(8)	(16)
Actions ordinaires	(332)	(623)

1) Après les frais d'émission, déduction faite des impôts et taxes, de 1 M\$ pour les trois mois terminés le 30 avril 2008 (33 M\$ pour les six mois terminés le 30 avril 2008).

Pour plus de précisions, se reporter aux notes 7 et 8 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des titrisations, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 57 à 59 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Les risques associés aux entités prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant :

En millions de dollars, au	30 avril 2008			31 oct. 2007		
	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal) ²	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal) ²
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	786 \$	11 444 \$ ³	- \$	3 029 \$	12 092 \$ ³	- \$
Titres adossés à des créances avec flux groupés structurés par la CIBC	824	80	865	647	154	1 147
Entités structurées par des tiers	7 694	1 678	16 941	3 083	2 236	31 467

- 1) Les montants sont présentés déduction faite des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché. Compte non tenu des valeurs émises par les entités incorporées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae) et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae). Le risque a été couvert par des dérivés de crédit avec des tiers pour un montant de 6,3 G\$ (2,0 G\$ au 31 octobre 2007).
- 2) Comprennent les options vendues à titre de dérivés de crédit et les swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur comptabilisée dans le bilan consolidé a été de (5,6) G\$ ((3,8) G\$ au 31 octobre 2007). Un montant nominal totalisant 17,2 G\$ (31,7 G\$ au 31 octobre 2007) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite de rajustements de valeur, s'est établie à 1,9 G\$ (3,4 G\$ au 31 octobre 2007). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 669 M\$ (484 M\$ au 31 octobre 2007). En vertu d'ententes au sujet des dérivés de crédit, nous pourrions être tenus d'acheter, à la valeur nominale, les actifs de référence, ce qui met fin aussitôt aux dérivés de crédit; le montant nominal de référence découlant de ces négociations a totalisé environ 189 M\$ (6,5 G\$ au 31 octobre 2007) et le montant de la juste valeur s'est établi à environ 7 M\$ ((470) M\$ au 31 octobre 2007).
- 3) Déduction faite d'un investissement de 786 M\$ (3 029 M\$ au 31 octobre 2007) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.

Au cours du trimestre, nous avons acheté certains actifs de référence à la valeur nominale, soit 1,8 G\$ (6,6 G\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008), de deux entités émettrices structurées par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur rendement total connexes (voir la note 2 du tableau ci-dessus). Les actifs de référence achetés ont été classés comme valeurs du compte de négociation au bilan consolidé. Nous pouvons également être tenus d'acheter des actifs de référence supplémentaires d'une valeur nominale de 189 M\$ couverts par le reste des swaps sur rendement total d'entités émettrices structurées par des tiers.

Pour plus de précisions sur la titrisation de nos propres créances et garanties, se reporter aux notes 6 et 13 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est décrite aux pages 60 à 73 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Par ailleurs, dans le rapport de gestion, nous avons fourni certaines des informations exigées conformément au chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) portant sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, comme l'autorise la norme. Ces informations sont fournies aux sections Vue d'ensemble, Risque de crédit, Risque de marché, Risque d'illiquidité, Risque opérationnel, Risque juridique et de réputation et Risque de réglementation. Ces informations se trouvent dans les sections ombragées et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Plusieurs divisions au sein des groupes Trésorerie et Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque, notamment :

- La division *Trésorerie* qui s'occupe du financement à l'échelle de l'entreprise et de la gestion de l'actif et du passif, de la liquidité, de l'encaisse et des garanties, qui gère la structure du capital en fonction du cadre réglementaire et qui gère le capital de nos filiales, de nos sociétés affiliées et de nos entités juridiques.
- La division *Gestion du crédit et de placement* qui offre une surveillance indépendante à l'échelle de l'entreprise du processus d'approbation, de gestion et de contrôle de risque de crédit à l'échelle mondiale, applique des techniques et des modèles axés sur le marché pour évaluer, surveiller et contrôler les risques liés aux portefeuilles de crédit et aux placements de Services de banque d'affaires.
- La division *Gestion du risque de marché* (GRM) qui offre à l'échelle de l'entreprise une surveillance indépendante de la gestion et des activités connexes de mesure, de surveillance et de contrôle du risque de marché dans nos activités de négociation et autres que de négociation et du risque de crédit dans nos activités de négociation.
- La division *Gestion du risque opérationnel* est responsable de relever, mesurer, surveiller et contrôler, de façon indépendante, le risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise.

- La division *Mesure, surveillance et contrôle du bilan* qui surveille le processus d'attribution des ressources au bilan et qui offre à l'échelle de l'entreprise une surveillance indépendante de la mesure, de la surveillance et du contrôle de nos ressources au bilan, du capital économique et du risque lié aux modèles, notamment des validations indépendantes des systèmes et des paramètres d'évaluation du risque.

Accord de Bâle II sur les fonds propres

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté un nouveau dispositif de gestion des fonds propres, connu sous le nom d'Accord de Bâle II. Son objectif est d'accroître la sensibilité aux risques des fonds propres réglementaires. Aux termes du nouveau dispositif de Bâle II, pour la première fois, une charge au titre du risque opérationnel est incluse dans les fonds propres réglementaires. En outre, les nouvelles règles offrent aux organismes de réglementation bancaire un plus grand pouvoir discrétionnaire quant à l'augmentation ou à la réduction des exigences en matière de fonds propres selon les circonstances s'appliquant à chaque banque. Les règles nécessitent une plus grande transparence quant à l'information sur la gestion des risques se rapportant aux risques sous-jacents et à la suffisance des fonds propres.

Nous avons adopté l'approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée) en ce qui a trait au risque de crédit lié à tous nos portefeuilles importants. Le 31 décembre 2007, nous avons obtenu du BSIF l'autorisation définitive d'utiliser l'approche NI avancée pour le calcul du capital de risque de crédit, sous réserve de conditions. Les portefeuilles non significatifs (pour plus de précisions, se reporter à la section Risque de crédit) sont d'abord présentés selon l'approche standardisée et, dans l'éventualité où ils deviendraient importants, la direction devra mettre en œuvre des plans pour qu'ils soient présentés selon la méthode NI avancée, conformément aux exigences du BSIF.

Le 1^{er} août 2007, nous avons obtenu l'acceptation conditionnelle du BSIF pour l'application de l'approche des mesures avancées (AMA) visant le risque opérationnel à compter du 1^{er} novembre 2007. Le BSIF a fixé comme date d'approbation formelle le 31 décembre 2008 ou plus tôt.

Le risque de marché lié aux portefeuilles de Négociation continue d'être évalué en vertu de l'autorisation existante du BSIF d'utiliser l'approche des modèles internes.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions convenues.

Processus et contrôle

Le contrôle du processus d'approbation du crédit est centralisé, toutes les demandes de crédit importantes étant envoyées à une unité de gestion du risque de crédit, qui n'a aucun lien avec les activités de montage de prêts. Les pouvoirs d'approbation dépendent du niveau de risque et du montant demandé. Dans certains cas, les demandes de crédit doivent être soumises au Comité de gestion du risque (CGR) pour approbation.

Après l'approbation initiale, chaque risque de crédit continue d'être surveillé et, au moins chaque année, une évaluation complète du risque, y compris la révision des notes, est consignée en dossier. Les comptes très risqués sont surveillés de près et sont revus au moins chaque trimestre. De plus, des groupes de recouvrement et des groupes spécialisés de restructuration gèrent au quotidien les prêts très risqués pour maximiser les recouvrements.

Limites de risque de crédit

Des limites de crédit sont établies pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements afin de diversifier le portefeuille et de gérer la concentration du risque. Il s'agit par exemple de limites fixées pour des emprunteurs, des groupes d'emprunteurs liés, des secteurs, des pays ou des régions géographiques, et des produits ou des portefeuilles. La vente directe de prêts, les opérations de couverture de dérivés de crédit ou d'opérations structurées servent à réduire les concentrations de risque.

Dérivés de crédit

Nous utilisons les dérivés de crédit pour atténuer les concentrations de prêts dans des secteurs d'activité et le risque lié aux prêts relatifs à un débiteur particulier, ou aux fins de techniques de diversification du portefeuille.

Garanties

Nous obtenons des garanties et des assurances de tiers afin de réduire le risque associé à nos portefeuilles de prêts. La plus importante de ces garanties est liée à notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation garantis par la SCHL (société détenue par le gouvernement du Canada) ou par d'autres contreparties de qualité supérieure.

Bien donné en garantie

Nos politiques en matière de gestion du risque de crédit comprennent des exigences liées à l'évaluation et à la gestion des biens donnés en garantie. Les évaluations sont mises à jour périodiquement selon la nature des biens donnés en garantie. Les principaux types de biens donnés en garantie sont les liquidités, les valeurs, les stocks et les biens immobiliers. Nous avons des politiques en place afin de surveiller l'existence de concentrations préjudiciables de biens donnés en garantie à l'appui de notre risque de crédit.

Exposition au risque de crédit

Le tableau suivant présente l'exposition au risque de crédit, qui est évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance pour les instruments financiers au bilan et hors bilan. Les détails du calcul de l'exposition en cas de défaillance sont présentés à la page suivante.

En millions de dollars, au	30 avril 2008			31 janvier 2008		
	Approche NI avancée	Approche standardisée	Total	Approche NI avancée	Approche standardisée	Total
Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements						
Expositions aux entreprises						
Montants tirés	35 528 \$	4 999 \$	40 527 \$	34 276 \$	5 561 \$	39 837 \$
Engagements non utilisés	17 891	373	18 264	18 764	332	19 096
Transactions assimilées à des mises en pension	25 114	18	25 132	26 201	46	26 247
Divers – hors bilan	5 235	174	5 409	6 215	197	6 412
Produits dérivés de gré à gré	11 533	60	11 593	12 119	67	12 186
	95 301	5 624	100 925	97 575	6 203	103 778
Expositions aux entités souveraines						
Montants tirés	22 465	1 722	24 187	20 968	953	21 921
Engagements non utilisés	2 636	-	2 636	2 762	-	2 762
Transactions assimilées à des mises en pension	1 055	-	1 055	1 082	-	1 082
Divers – hors bilan	29	-	29	32	2	34
Produits dérivés de gré à gré	1 395	-	1 395	1 661	-	1 661
	27 580	1 722	29 302	26 505	955	27 460
Expositions aux banques						
Montants tirés	10 206	1 631	11 837	14 428	854	15 282
Engagements non utilisés	787	-	787	816	-	816
Transactions assimilées à des mises en pension	48 647	175	48 822	57 051	354	57 405
Divers – hors bilan	50 657	-	50 657	41 120	14	41 134
Produits dérivés de gré à gré	5 407	3	5 410	6 509	14	6 523
	115 704	1 809	117 513	119 924	1 236	121 160
Total des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements	238 585	9 155	247 740	244 004	8 394	252 398
Portefeuilles de détail						
Expositions au crédit personnel garanti – immobilier						
Montants tirés	103 360	2 033	105 393	100 707	2 013	102 720
Engagements non utilisés	28 101	-	28 101	23 795	-	23 795
	131 461	2 033	133 494	124 502	2 013	126 515
Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles						
Montants tirés	15 756	-	15 756	15 259	-	15 259
Engagements non utilisés	23 462	-	23 462	22 693	-	22 693
	39 218	-	39 218	37 952	-	37 952
Autres expositions associées au commerce de détail						
Montants tirés	9 207	975	10 182	9 261	972	10 233
Engagements non utilisés	2 104	53	2 157	2 086	53	2 139
Divers – hors bilan	108	-	108	108	-	108
	11 419	1 028	12 447	11 455	1 025	12 480
Total des portefeuilles de commerce de détail	182 098	3 061	185 159	173 909	3 038	176 947
Expositions liées à la titrisation¹	16 204	761	16 965	17 482	839	18 321
Expositions brutes au risque de crédit	436 887 \$	12 977 \$	449 864 \$	435 395 \$	12 271 \$	447 666 \$

1) En vertu de la méthode de notations internes.

Les portefeuilles sont classés en fonction de la façon dont nous gérons nos activités et les risques qui s'y rattachent. Les montants présentés sont après les rajustements des valeurs liés aux garants financiers et avant la provision pour pertes sur créances et l'atténuation des risques, dont un montant de 70,3 G\$ (79,0 G\$ au 31 janvier 2008) de biens donnés en garantie aux fins de nos activités de mise en pension. Les risques liés aux titres autres que de négociation ne sont pas compris dans le tableau ci-dessus car ils sont considérés comme étant négligeables en vertu des lignes directrices du BSIF et qu'ils sont par conséquent assujettis à une pondération de 100 % en fonction du risque.

Expositions assujetties à l'approche NI avancée

Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements (à l'exclusion de la cotation du risque PME) – méthode de notation du risque

Le portefeuille comprend des risques liés aux entreprises, aux entités souveraines et aux banques. Les débiteurs sont évalués individuellement et se voient attribuer une note de débiteur qui reflète notre estimation de la probabilité de défaillance. Les liens entre nos notes internes et les cotes utilisées par les agences de notation externes sont indiqués dans le tableau ci-après. En vertu de notre méthode de notation du risque, l'évaluation du risque comprend un examen des notations externes du débiteur. L'évaluation de la notation du débiteur tient compte de notre évaluation financière du débiteur, du secteur et de la conjoncture économique de la région où le débiteur exerce ses activités. Dans certaines circonstances, lorsqu'un tiers offre une garantie, le débiteur et le garant sont évalués.

Type de cote	Note de la CIBC	Équivalent de Standard and Poor's	Équivalent de Moody's Investor Services
De première qualité	00 - 47	AAA à BBB-	Aaa à Baa3
De cote inférieure	51 - 67	BB+ à B-	Ba1 à B3
Liste de surveillance	70 - 80	CCC+ à CC	Caal à Ca
Défaillance	90	D	C

Nous nous servons de techniques de modélisation quantitatives pour établir des systèmes internes de notation du risque. Les systèmes de notation du risque ont été élaborés au moyen de l'analyse de données internes et externes sur le risque de crédit. Ils servent à la gestion de portefeuilles, à l'établissement de limites de risque, à la tarification des produits et à la détermination du capital économique.

Nous évaluons l'exposition au risque selon les trois dimensions ci-après. Les estimations des paramètres pour chacune de ces dimensions sont des moyennes à long terme qui comportent un rajustement pour tenir compte de toute variation éventuelle dans le cycle de crédit.

- Probabilité de défaillance (PD) – la probabilité qu'il y aura défaillance de la part du débiteur au cours des douze prochains mois.
- Exposition en cas de défaillance (ECD) – l'estimation du montant qui sera tiré par le débiteur au moment de la défaillance.
- Perte en cas de défaillance (PCD) – l'ampleur de la perte prévue en raison de la défaillance, exprimée en pourcentage de l'ECD.

L'efficacité des systèmes d'évaluation du risque et les paramètres associés aux notations du risque de crédit sont surveillés par le groupe Trésorerie et Gestion du risque et font l'objet d'un examen annuel. Les modèles servant à l'estimation des paramètres de risque font également l'objet d'une validation indépendante par le groupe Trésorerie et Gestion du risque, qui est indépendant des

processus de montage de prêts et d'élaboration des modèles.

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur marchandises, sur actions, sur devises et sur taux d'intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 des états financiers consolidés de 2007. La PD de nos contreparties est évaluée de la même manière que pour nos activités directes de prêt. Nous établissons un rajustement de valeur pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. En règle générale, le rajustement de valeur a été fonction de nos estimations de la PD, de la perte ou du risque prévu dans l'éventualité d'une défaillance et d'autres facteurs tels que l'atténuation des risques. Au premier trimestre, nous avons mis en œuvre une nouvelle méthode à l'égard des garants financiers (à l'exception de ACA) qui tient compte des différentiels de défaillance de crédit observés sur le marché pour nos contreparties. Au cours du trimestre considéré, pour refléter la détérioration de la situation de crédit générale, nous avons ajouté 50 M\$ à notre calcul historique fondé sur des formules du rajustement de valeur de nos expositions au risque de crédit pour les contreparties autres que des garants financiers avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés

Qualité du crédit des portefeuilles pondérés en fonction du risque

Le tableau qui suit présente la qualité du crédit des portefeuilles pondérés en fonction du risque. Les montants présentés ne comprennent pas la provision pour pertes sur créances, mais tiennent compte de l'atténuation du risque de crédit, des rajustements de valeurs liés aux garants financiers et des biens donnés en garantie en vertu de mises en pension. Les portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts étudiants garantis, dont le montant s'élève à 54,2 G\$ (53,1 G\$ au 31 janvier 2008), sont reclassés au titre d'expositions aux entreprises ou d'expositions aux entités souveraines dans le tableau ci-dessous.

Type de cote	ECD			30 avril 2008	Au 31 janv. 2008
	Expositions aux entreprises	Expositions aux entités souveraines	Expositions aux banques	Total	Total
De première qualité	35 533 \$	80 021 \$	61 211 \$	176 765 \$	176 109 \$
De cote inférieure	25 845	267	12 682	38 794	34 613
Liste de surveillance	484	-	-	484	1 257
Défaillance	548	1	-	549	295
	62 410 \$	80 289 \$	73 893 \$	216 592 \$	212 274 \$

Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements (à l'exclusion de la cotation du risque PME) – approche de classement

Un processus de notation du risque simplifié (l'approche de classement) est appliqué aux prêts hypothécaires commerciaux canadiens non garantis, notamment les prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation et les prêts hypothécaires à l'habitation multifamiliale. Ces

expositions sont notées individuellement selon notre échelle de notation au moyen d'une méthode de notation du risque qui évalue les principales caractéristiques du bien immobilier, incluant le rapport prêt-garantie et le ratio du service de la dette, la qualité du bien immobilier et la solidité financière du propriétaire/commanditaire. Toutes les expositions sont garanties par une hypothèque sur le bien immobilier, de même qu'une assurance hypothécaire, dans certains cas. Les prêts hypothécaires à l'habitation multifamiliale garantis sont traités comme des expositions aux entités souveraines dans le tableau ci-dessus.

Expositions par tranches de risques

Le tableau suivant présente les expositions en fonction des tranches de risques pondérées. Les facilités qui figurent dans la catégorie « Profil satisfaisant » comportent des caractéristiques clés qui satisfont à nos critères, tandis que les facilités qui figurent dans les catégories « Bon profil » ou « Très bon profil » surpassent nos critères en fonction de caractéristiques de risque progressif. Les expositions figurant dans la catégorie « Profil faible » étaient auparavant classées à un meilleur niveau de risque, mais sont passées à un niveau inférieur puisqu'ils ne satisfont pas à nos critères actuels.

En millions de dollars, au	30 avril 2008	31 janvier 2008
Très bon profil	5 693 \$	5 594 \$
Bon profil	131	130
Profil satisfaisant	40	40
Profil faible	6	7
Défaillance	7	3
	5 877 \$	5 774 \$

Portefeuilles de détail

Les portefeuilles de détail sont caractérisés par un grand nombre d'expositions relativement faibles. Ils comprennent : expositions au crédit personnel garanti – immobilier (incluant les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts personnels et les marges garanties par les biens immeubles résidentiels); expositions au portefeuille de détail renouvelables admissibles (cartes de crédit et marges de crédit non garanties); autres expositions liées au portefeuille de détail (prêts garantis par des actifs autres que résidentiels, prêts non garantis, y compris les prêts étudiants, et les portefeuilles de cotation du risque PME). Ils sont gérés comme groupes d'expositions homogènes au moyen des notations d'agences externes et/ou d'autres évaluations du comportement servant à regrouper les expositions selon des profils de risque de crédit similaires. Ces groupes sont évalués au moyen de techniques statistiques, comme des modèles d'évaluations du crédit et des modèles informatisés. Les caractéristiques qui servent à regrouper les expositions individuelles varient selon les catégories d'actifs et, par conséquent, le nombre de groupes, leur taille ainsi que les techniques statistiques appliquées dans leur gestion sont variables.

Le tableau suivant présente la correspondance entre les tranches de PD et divers niveaux de risque.

Description	Tranches de PD
Exceptionnellement faible	0,01 % - 0,20 %
Très faible	0,21 % - 0,50 %
Faible	0,51 % - 2,00 %
Moyenne	2,01 % - 10,00 %
Haut	10,01 % - 99,99 %
Défaillance	100 %

Qualité du crédit des portefeuilles de détail

Le tableau qui suit présente la qualité du crédit des portefeuilles de détail. Les montants présentés ne comprennent pas la provision pour pertes sur créances, mais tiennent compte de l'atténuation du risque de crédit. Les portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts étudiants garantis, dont le montant s'élève à 54,2 G\$ (53,1 G\$ au 31 janvier 2008), sont reclassés au titre d'expositions aux entreprises ou d'expositions aux entités souveraines. Les portefeuilles de détail comprennent un montant de 3 913 M\$ (3 947 M\$ au 31 janvier 2008) lié à la cotation du risque PME.

PD	ECD			30 avril 2008 Total	31 janv. 2008 Total
	Expositions au crédit personnel garanti - immobilier	Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles	Autres expositions associées au commerce de détail		
Exceptionnellement faible	31 547 \$	17 129 \$	2 564 \$	51 240 \$	48 590 \$
Très faible	20 383	5 743	2 608	28 734	24 890
Faible	25 324	10 390	4 374	40 088	39 552
Moyenne	129	4 122	1 393	5 644	5 663
Haut	75	1 695	97	1 867	1 840
Défaillance	66	139	123	328	320
	77 524 \$	39 218 \$	11 159 \$	127 901 \$	120 855 \$

Expositions assujetties à l'approche standardisée

Les expositions liées à FirstCaribbean, les obligations relatives à certaines expositions de particuliers aux fins autres que d'affaires, et certaines expositions liées aux coentreprises CIBC Mellon sont considérées comme négligeables, et sont assujetties à l'approche standardisée. La répartition détaillée de nos expositions, avant la provision pour pertes sur créances, assujetties à l'approche standardisée selon la pondération du risque est présentée ci-après. Les sûretés financières admissibles ont également une incidence sur la catégorie de pondération du risque.

30 avril 2008	Catégorie de pondération du risque					Total
	0%	20%	50%	75%	100%	
Expositions aux entreprises	- \$	964 \$	92 \$	- \$	4 568 \$	5 624 \$
Expositions aux entités souveraines	1 426	204	3	-	89	1 722
Expositions aux banques	-	1 781	-	-	28	1 809
Expositions au crédit personnel garanti - immobilier	-	-	-	2 028	5	2 033
Autres - commerce de détail	-	-	-	53	975	1 028
	1 426 \$	2 949 \$	95 \$	2 081 \$	5 665 \$	12 216 \$
31 janvier 2008	430 \$	2 306 \$	222 \$	2 060 \$	6 414 \$	11 432 \$

Expositions liées à la titrisation

Le tableau suivant présente le détail de nos expositions liées à la titrisation en fonction des notations de crédit selon l'approche fondée sur les notations internes (NI) et de l'approche standardisée.

En millions de dollars, au

Cote de crédit	ECD		30 avril	31 janv.
	NI	Approche standardisée	2008	2008
			Total	Total
AAA à BBB-	15 860 \$	761 \$	16 621 \$	18 029 \$
BB+ à BB-	8	-	8	9
Inférieure à BB-	57	-	57	37
Sans cote	279	-	279	246
	16 204 \$	761 \$	16 965 \$	18 321 \$

Concentration de risque

Des concentrations de risque de crédit existent lorsque des contreparties exercent des activités similaires ou sont présentes dans les mêmes régions géographiques ou dans les mêmes secteurs et présentent des caractéristiques économiques similaires de sorte que les changements d'ordre économique, politique ou autre ont une incidence sur leur capacité de respecter leurs obligations contractuelles.

Répartition géographique

Le tableau suivant présente la répartition géographique des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements en vertu de l'approche NI avancée. Le classement géographique est fondé sur le risque de crédit par pays en fonction du lieu où il est assumé en dernier recours. Les montants présentés ne comprennent pas la provision pour pertes sur créances et l'atténuation des risques, mais tiennent compte des rajustements de valeurs liés aux garants financiers et des biens donnés en garantie de 70,3 G\$ (79,0 G\$ au 31 janvier 2008) réservés à nos activités liées aux mises en pension de titres.

En millions de dollars, au

	Canada	États-Unis	Europe	Divers	Total
30 avril 2008					
Montants tirés	52 239 \$	9 464 \$	5 059 \$	1 437 \$	68 199 \$
Engagements non utilisés	19 001	1 696	288	329	21 314
Transactions assimilées à des mises en pension	1 633	1 946	191	734	4 504
Divers – hors bilan	34 329	11 551	9 081	960	55 921
Produits dérivés de gré à gré	6 224	7 330	4 232	549	18 335
	113 426 \$	31 987 \$	18 851 \$	4 009 \$	168 273 \$
31 janvier 2008	109 936 \$	30 483 \$	19 292 \$	5 283 \$	164 994 \$

En ce qui a trait aux portefeuilles de détail, la quasi-totalité des expositions en vertu de l'approche NI avancée est au Canada.

Expositions liées aux entreprises et aux gouvernements par secteur d'activité

Le tableau suivant présente la répartition par secteur d'activité de nos expositions liées aux entreprises et aux gouvernements en vertu de l'approche NI avancée. Les montants présentés ne comprennent pas la provision pour pertes sur créances, mais tiennent compte des rajustements de valeur liés aux garants financiers et des biens donnés en garantie de 70,3 G\$ (79,0 G\$ au 31 janvier 2008) réservés à nos activités liées aux mises en pension de titres.

En millions de dollars, au						30 avril	31 janv.
						2008	2008
	Montants tirés	Engagements non utilisés	Transactions assimilées à des mises en pension	Divers – hors bilan	Produits dérivés de gré à gré	Total	Total
Prêts hypothécaires commerciaux	5 684 \$	193 \$	- \$	- \$	- \$	5 877 \$	5 774 \$
Institutions financières ¹	16 126	2 808	4 468	51 189	14 396	88 987	87 321
Commerce de détail	2 407	1 493	-	265	72	4 237	4 319
Services aux entreprises et aux particuliers	3 301	945	3	167	143	4 559	6 363
Fabrication, biens d'équipement	1 217	907	-	270	60	2 454	2 613
Fabrication, biens de consommation	1 228	852	-	33	63	2 176	1 978
Immobilier et construction	5 636	1 629	-	726	112	8 103	8 246
Agriculture	2 548	1 292	-	18	11	3 869	3 925
Pétrole et gaz	3 636	3 568	-	550	1 229	8 983	7 826
Mines	1 715	484	-	116	39	2 354	2 348
Produits forestiers	552	202	5	82	20	861	927
Matériel informatique et logiciels	482	400	-	102	72	1 056	1 174
Télécommunications et câblodistribution	650	600	-	221	452	1 923	1 327
Édition, impression et diffusion	475	434	-	200	88	1 197	1 660
Transport	1 355	583	-	862	48	2 848	2 237
Services publics	689	1 476	-	732	351	3 248	3 137
Éducation, soins de santé et services sociaux	1 317	834	4	149	46	2 350	2 158
Gouvernements	19 181	2 614	24	239	1 133	23 191	21 661
	68 199 \$	21 314 \$	4 504 \$	55 921 \$	18 335 \$	168 273 \$	164 994 \$

1) Les produits dérivés de gré à gré comprennent un montant de 5,2 G\$ (5,3 G\$ au 31 janvier 2008) pour l'ECD liée à nos contrats dérivés couverts par des garants financiers. La juste valeur de ces contrats dérivés, déduction faite des rajustements de valeur, était de 2,9 G\$ (3,0 G\$ au 31 janvier 2008).

Prêts douteux, provision et dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, au	30 avril	31 oct.
	2008	2007
Prêts douteux bruts		
Consommateurs	523 \$	493 \$
Entreprises et gouvernements ¹	371	370
Total des prêts douteux bruts	894 \$	863 \$
Provision pour pertes sur créances		
Consommateurs	369 \$	359 \$
Entreprises et gouvernements ¹	210	194
Provision spécifique	579	553
Provision générale	889	890
Total de la provision pour pertes sur créances	1 468 \$	1 443 \$

1) Comprend des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 31 M\$, ou 4 %, en regard du 31 octobre 2007. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 30 M\$, ou 6 %, tandis que les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont connu une hausse de 1 M\$. Le total des prêts douteux bruts a diminué de 6 M\$ au Canada et de 3 M\$ aux États-Unis, le tout contrebalancé par une

augmentation de 40 M\$ dans les autres pays. L'augmentation générale des prêts douteux bruts est principalement attribuable aux prêts hypothécaires à l'habitation et au secteur des services aux entreprises.

Depuis le 31 octobre 2007, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 25 M\$, ou 2 %. La provision spécifique a augmenté de 26 M\$, ou 5 %, par rapport à la fin de l'exercice, surtout en raison des augmentations dans les secteurs du détail et des cartes de crédit. La provision générale a totalisé 889 M\$, soit une diminution de 1 M\$ par rapport à la fin de l'exercice.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rétrospective du rendement financier.

Risque de marché

Le risque de marché découle de nos positions sur les valeurs mobilières et les dérivés de nos portefeuilles de négociation ainsi que de nos services bancaires de détail, de nos portefeuilles de placement et de nos activités autres que de négociation. Il s'agit du risque de perte financière attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché dont les taux d'intérêt et les taux de change, les écarts de taux et le prix des marchandises ou le cours des actions.

Processus et contrôle

Le risque de marché est surveillé quotidiennement en fonction des limites de risque approuvées, et des processus de contrôle sont en place afin de veiller à ce que seules des activités approuvées soient entreprises. Nous produisons chaque jour un rapport détaillé sur le risque ainsi qu'un sommaire de surveillance des limites, documents qui sont fondés sur les positions de la journée précédente. Les rapports sommaires sur le risque de marché et sur l'observation des limites de risque sont produits et passés en revue chaque semaine avec l'équipe de la haute direction et chaque trimestre avec le CGR.

Nous avons des niveaux de tolérance au risque, qui sont exprimés selon des mesures statistiques de la valeur à risque (VAR) et des pertes en situation de crise selon la pire éventualité possible. Nous recourons à une approche à trois niveaux, comme suit, pour définir le risque de marché et les limites d'essais sous contrainte relativement au risque que nous pouvons assumer dans nos activités de négociation et nos activités autres que de négociation :

- Les limites de première catégorie constituent nos limites générales pour le risque de marché et le scénario de la pire éventualité.
- Les limites de deuxième catégorie sont conçues pour contrôler le profil de risque de chaque secteur.
- Les limites de troisième catégorie sont confiées au pupitre de négociation et sont conçues pour contrôler la concentration du risque et l'incidence de situations de crise touchant expressément les comptes.

Activités de négociation

Nous avons recours à différentes méthodes pour mesurer le risque lié à nos activités de négociation, comme la VAR, et les simulations de crise et l'analyse de scénarios.

Valeur à risque

Notre méthode de VAR est une technique statistique qui permet de mesurer la pire perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. La VAR met en jeu de nombreux facteurs de risque, et elle est calculée au moyen de la volatilité historique de chaque facteur de risque et des corrélations historiques connexes entre ces facteurs, évalués sur une période d'un an.

La VAR pour les trois mois terminés le 30 avril 2008 présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-dessous ne tient pas compte du risque lié aux secteurs en cours de liquidation, comme il est précisé aux pages 11 à 19 du rapport de gestion. En raison de la volatilité et du manque de liquidités sur les marchés au cours des derniers mois, le degré d'incertitude à l'égard de l'évaluation quantitative du risque pour ces positions est très élevé. Ces positions sont gérées de façon indépendante de nos activités de négociation, et ne sont pas assujetties aux limites internes de la VAR.

Simulations de crise et analyse de scénarios

Nos simulations de crise mesurent l'incidence sur la valeur des portefeuilles de mouvements extrêmes dans le marché pendant une période pouvant aller jusqu'à un trimestre. Les scénarios sont mis au point pour reproduire des événements économiques extrêmes, les pires résultats historiques ou des événements futurs éventuels, mais plausibles.

Nos simulations de crise et l'analyse de scénarios de base sont effectuées tous les jours, et d'autres analyses ponctuelles sont faites au besoin. Les scénarios sont examinés et modifiés au besoin pour veiller à ce qu'ils demeurent pertinents. Des limites sont établies à l'égard de la perte maximale acceptable du portefeuille global en vertu de tout scénario de la pire éventualité ainsi qu'à l'égard de l'incidence des simulations de crise sur chaque portefeuille et par catégorie d'actifs.

Essais à rebours

Le processus d'essais à rebours sert à établir que les bénéfices réels ou les pertes réelles sont conformes aux hypothèses statistiques du modèle VAR. À ce processus se greffe le calcul d'un résultat hypothétique ou statique. Ces résultats représentent le changement théorique de la valeur des portefeuilles en raison des variations quotidiennes des cours, à savoir les portefeuilles de clôture le jour précédent, en supposant que le contenu du portefeuille soit demeuré le même.

Valeur à risque par catégorie de risque (portefeuilles de négociation)

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008				31 janv. 2008		30 avril 2007		30 avril 2008	30 avril 2007
	Haut	Bas	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	13,0 \$	4,9 \$	7,5 \$	7,6 \$	10,9 \$	7,4 \$	7,5 \$	7,0 \$	7,5 \$	7,0 \$
Risque d'écart de taux	6,2	3,6	3,6	5,0	9,7	12,8	4,7	3,9	8,9	3,7
Risque lié aux actions	7,3	3,8	5,0	5,3	6,4	5,0	5,8	5,9	5,2	6,1
Risque de change	1,9	0,3	0,5	0,6	0,7	0,7	0,4	0,5	0,7	0,4
Risque lié aux marchandises	1,2	0,5	0,6	0,8	0,8	0,8	1,0	1,4	0,8	1,5
Risque spécifique de la dette	9,9	6,1	7,8	8,0	8,6	10,5	s.o.	s.o.	9,2	s.o.
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(13,0)	(13,3)	(16,6)	(18,5)	(9,7)	(9,5)	(16,0)	(9,6)
Risque total	19,0 \$	11,1 \$	12,0 \$	14,0 \$	20,5 \$	18,7 \$	9,7 \$	9,2 \$	16,3 \$	9,1 \$

1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille. négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

s.o. Sans objet, compte tenu que nous n'avons commencé à présenter cette mesure qu'au quatrième trimestre de 2007.

Le risque moyen total a diminué de 25 % par rapport au dernier trimestre, surtout en raison de l'exclusion des secteurs en cours de liquidation dans la VAR. Le risque moyen total a augmenté de plus de 52 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'inclusion dans la VAR d'une mesure du risque spécifique de la dette à compter du quatrième trimestre de 2007, en plus de la volatilité des marchés utilisée dans le calcul de la VAR. Si les positions dans les secteurs en cours de liquidation avaient été incluses dans le trimestre, la VAR quotidienne moyenne aurait été de 22 M\$ et la VAR à la fin du trimestre aurait été de 21 M\$.

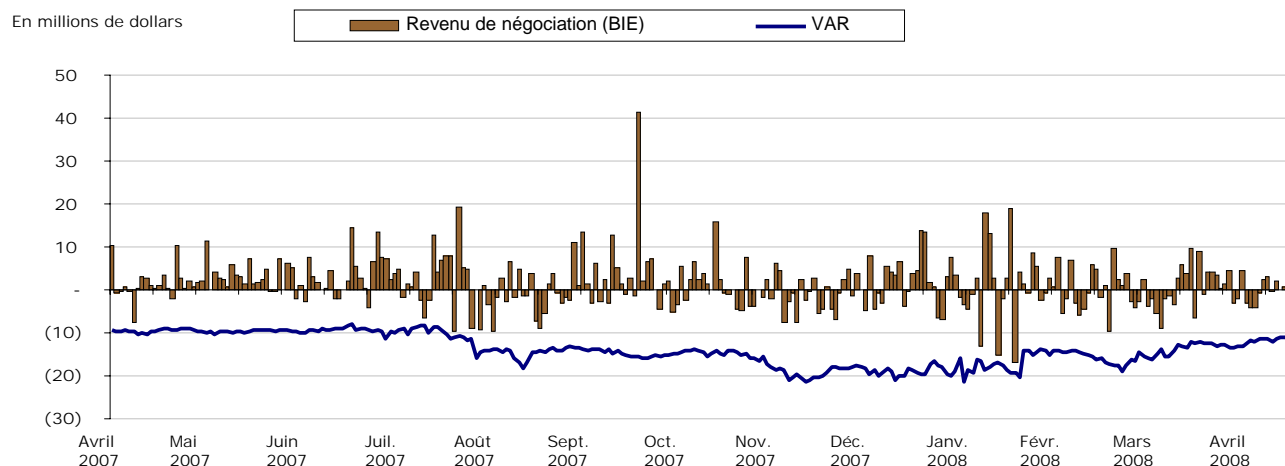
Revenu tiré des activités de négociation

Le graphique d'essais à rebours du revenu de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare le revenu quotidien réel de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de VAR du jour précédent.

Le revenu de négociation (BIE)¹ a été positif pendant 53 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation n'ont pas dépassé la VAR pendant une journée au cours du trimestre. Le revenu quotidien moyen de négociation (BIE)¹ s'est élevé à 0,6 M\$ au cours du trimestre.

Le revenu de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tient pas compte de 2 M\$ ayant trait à la consolidation d'entités à détenteurs de droits variables ainsi qu'aux pertes découlant des activités de négociation subies dans les secteurs en cours de liquidation, notamment 2 384 M\$ ayant trait à la diminution de la juste valeur du crédit structuré et aux rajustements de valeur à l'égard du risque de crédit effectués par la contrepartie et 10 M\$ ayant trait aux pertes subies des autres positions dans les portefeuilles en cours de liquidation. De plus, le revenu de négociation (BIE)¹ ne tient pas compte des baisses de valeur de 50 M\$ à l'égard du risque de crédit des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés, qui ne peuvent pas être affectées efficacement à des journées en particulier.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR, aux pages 45 et 46 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Activités autres que de négociation

Les risques de marché découlent également de nos services bancaires de détail, de nos placements en actions et d'autres activités qui ne sont pas des activités de négociation.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux

d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau qui suit fait état de l'incidence éventuelle d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt sur les 12 prochains mois, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs.

En millions de dollars, au	30 avr. 2008			31 janv. 2008			30 avr. 2007		
	\$ CA	\$ US	Divers	\$ CA	\$ US	Divers	\$ CA	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	51 \$	(6) \$	(1) \$	23 \$	(1) \$	- \$	23 \$	4 \$	(5) \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	171	16	33	101	31	36	223	34	35
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	(62) \$	6 \$	1 \$	(56) \$	1 \$	- \$	(96) \$	(4) \$	5 \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	(264)	(16)	(35)	(143)	(31)	(37)	(257)	(34)	(35)

Risque de change

Le risque de change autre que de négociation, aussi appelé le risque de change structurel, découle principalement de nos investissements dans des établissements étrangers. Ce risque, principalement en dollars américains, est géré au moyen de dérivés de couverture et du financement des investissements en monnaies étrangères.

Au 30 avril 2008, une appréciation du dollar canadien de 1 % aurait eu pour effet de réduire les capitaux propres d'environ 30 M\$ (réduction d'environ 28 M\$ au 31 octobre 2007).

Nos bénéfices libellés en monnaies non fonctionnelles sont convertis en monnaies fonctionnelles au moyen d'opérations de change au comptant ou de contrats de change à terme en vue de réduire les fluctuations des taux de change sur notre état des résultats consolidé. Les bénéfices en monnaies étrangères fonctionnelles sont convertis aux taux de change mensuels moyens à mesure qu'ils sont gagnés.

Nous procédons à des opérations de couverture pour certains frais prévus libellés en monnaies étrangères au moyen de dérivés qui sont constatés à titre de couvertures de flux de trésorerie. Au 30 avril 2008, la variation nette de la juste valeur de ces dérivés de couverture, comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, a donné lieu à une perte après impôts de 63 M\$ (une perte après impôts de 73 M\$ au 31 octobre 2007). Ce montant sera porté en résultat pour contrebalancer les fluctuations de change couvertes au fur et à mesure que les frais seront engagés.

Risque lié aux actions

Le risque lié aux actions du portefeuille autre que de négociation découle principalement de nos activités de Services de banque d'affaires et ces actions sont composées de titres de participation privés et de sociétés ouvertes, de placements dans des sociétés en commandite, et de placements à la valeur de consolidation.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actions du portefeuille autre que de négociation, y compris le portefeuille de Services de banques d'affaires :

En millions de dollars, au		Valeur comptable	Juste valeur
30 avril 2008	Valeurs disponibles à la vente	1 354 \$	1 923 \$
	Autres actifs¹	219	240
		1 573 \$	2 163 \$
31 oct. 2007	Valeurs disponibles à la vente	1 415 \$	1 921 \$
	Autres actifs ¹	254	299
		1 669 \$	2 220 \$

1) Comprend les placements à la valeur de consolidation.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment

liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Processus et contrôle

Les rentrées et les sorties de fonds réelles et prévues au bilan et hors bilan sont gérées quotidiennement selon des limites précises de non-concordance entre les actifs et les passifs à court terme par région géographique.

Les positions au bilan servent à déterminer les flux de trésorerie possibles selon diverses situations de crise. Sur une base consolidée, les liquidités qu'il faut détenir selon une simulation de crise de référence donnée sont maintenues pendant une période minimale.

Mesure du risque

Notre système de mesure en matière de liquidité fournit des rapports quotidiens sur les risques d'illiquidité aux fins d'une surveillance et d'un examen indépendants effectué par la division GRM. La haute direction et le CGR passent en revue les rapports sur les risques d'illiquidité. Les effets des situations de crise sont mesurés au moyen d'analyses de scénarios conçues pour mesurer l'incidence potentielle de conditions de marché anormales sur le profil de risque d'illiquidité. Le traitement des flux de trésorerie sous diverses conditions fait l'objet d'un examen périodique afin de déterminer s'il faut modifier les hypothèses sur le comportement des clients.

Sources et stratégies de financement à terme

Nous obtenons du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant parmi une gamme d'échéances au moyen de divers effets de financement. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail. Au 30 avril 2008, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 87,6 G\$ (83,8 G\$ au 31 octobre 2007).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, la titrisation d'éléments d'actifs, l'émission d'actions et de titres secondaires et le maintien de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides :

En milliards de dollars, au	30 avr. 2008	31 oct. 2007
Encaisse	1,0 \$	1,0 \$
Dépôts auprès d'autres banques	12,1	12,7
Valeurs mobilières ¹	56,7	65,1
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	33,2	34,0
	103,0 \$	112,8 \$

1) Comprendent les valeurs disponibles à la vente et les valeurs désignées à leur juste valeur, dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins, ainsi que les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 30 avril 2008, ces actifs atteignaient 23,3 G\$ (27,7 G\$ au 31 octobre 2007).

Même si la situation s'est stabilisée, les récents bouleversements dans les marchés financiers mondiaux continuent d'entraîner une baisse de la liquidité ainsi qu'une hausse des coûts du financement à terme pour les institutions financières en général. Les cotes de crédit

constituent un facteur qui a une incidence sur l'accès que les institutions financières ont aux marchés du financement non garanti. En avril, DBRS a confirmé notre cote et revu celle-ci à la hausse, la faisant passer de « sous surveillance assortie d'incidences négatives » à « négative ». Les autres principales agences de notation n'ont pas modifié nos cotes au cours du deuxième trimestre.

Échéance des passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente le profil des échéances des passifs financiers en fonction des obligations de remboursement contractuelles. Les dates d'échéance de certains contrats sont assorties d'une série bien définie de rajustements mis en œuvre par la direction aux fins de la gestion de la liquidité. Ces rajustements figurent dans les hypothèses relatives à la structure. Le tableau suivant ne tient pas compte des flux de trésorerie contractuels ayant trait à des passifs dérivés.

En millions de dollars, au	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Pas	30 avril	31 janv.
					d'échéance précise	2008 Total	2008 Total
Passif							
Dépôts	119 327 \$	23 999 \$	9 226 \$	4 174 \$	81 477 \$	238 203 \$	239 976 \$
Acceptations	8 756	-	-	-	-	8 756	8 527
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	485	1 042	1 170	3 891	3 697	10 285	10 077
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	26 530	-	-	-	-	26 530	29 355
Autres passifs	547	3 077	-	-	10 123	13 747	12 885
Titres secondaires	-	-	-	5 359	-	5 359	5 402
Passif au titre des actions privilégiées	600	-	-	-	-	600	600
Hypothèses relatives à la structure	(71 848)	3 995	-	73 000	(5 147)	-	-
	84 397 \$	32 113 \$	10 396 \$	86 424 \$	90 150 \$	303 480 \$	306 822 \$

Échéance des engagements au titre du crédit et des liquidités

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des montants nominaux de référence dans le cas d'engagements au titre du crédit, des garanties et des liquidités. Les montants contractuels représentent les montants à risque si le crédit contracté venait à être entièrement employé et si une contrepartie manquait à ses obligations. Le total des montants contractuels n'est pas représentatif des liquidités futures requises prévues, car on prévoit qu'une tranche importante des garanties et des engagements arrivera à échéance sans que des prélèvements ne soient effectués.

En millions de dollars, au	Période d'expiration des montants contractuels				30 avr.	31 janv.
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	2008 Total	2008 Total
Engagements de crédit inutilisés ¹	28 384 \$	1 956 \$	8 104 \$	1 211 \$	39 655 \$	39 169 \$
Facilités de garantie de liquidité	13 803	-	-	-	13 803	14 810
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	4 988	448	520	657	6 613	6 423
Lettres de crédit documentaires et commerciales	189	-	-	2	191	256
	47 364 \$	2 404 \$	8 624 \$	1 870 \$	60 262 \$	60 658 \$

1) Ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des marges sur cartes de crédit, car elles sont révocables à notre gré en tout temps.

Obligations contractuelles

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent à la page 71 de la Reddition de comptes annuelle 2007. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de pertes découlant du caractère inadéquat ou de l'échec de processus ou de systèmes internes, de l'erreur humaine ou d'événements externes.

Processus et contrôle

Il incombe à chaque secteur d'activité d'assurer la gestion quotidienne du risque opérationnel. Les groupes d'infrastructure et de gouvernance maintiennent des processus d'autoévaluation du contrôle et du risque. Nous maintenons un programme d'assurances d'entreprise qui vise à fournir une protection additionnelle contre les pertes et un programme mondial de gestion de la continuité de l'exploitation afin de réduire le risque d'interruption des activités en cas de catastrophe.

Mesure du risque

En date du 1^{er} novembre 2007, conformément à l'Accord de Bâle II, nous utilisons l'AMA pour calculer les fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel. Notre méthode de mesure du risque opérationnel aux fins du capital économique attribue le capital de ce risque aux pertes prévues et imprévues découlant des types de pertes suivants :

- la responsabilité juridique (à l'égard de tiers, de clients et d'employés);
- le remboursement de sommes aux clients;
- le non-respect de la réglementation et de l'observation fiscale;
- la perte de biens ou les dommages à des biens;
- les erreurs de traitement des opérations; et
- le vol, la fraude et les autres activités non autorisées.

Le capital de risque opérationnel est calculé grâce à une approche de distribution des pertes dont les paramètres sont fondés sur les pertes internes réelles présentant une quantité statistiquement importante de données internes historiques. Il est également possible d'obtenir ce résultat au moyen d'une analyse des pertes par scénario en s'appuyant sur les données internes et externes existantes concernant les pertes ainsi que sur la compétence de la direction.

Outre le capital attribué selon les directives décrites ci-dessus, des rajustements sont apportés aux questions et aux risques visant le contrôle interne qui ne font pas partie du profil de risque opérationnel initial.

Selon l'AMA, nous pouvons comptabiliser l'atténuation du risque résultant de l'assurance dans notre mesure du risque opérationnel servant au calcul des fonds propres réglementaires minimaux. Bien que notre contrat d'assurance soit conçu pour protéger le bénéficiaire contre les pertes graves possibles, nous ne réduisons pas nos besoins en fonds propres pour autant.

Risques juridiques et de réputation

La réputation et la solidité financière de la CIBC revêtent une importance fondamentale pour la CIBC, de même que pour sa clientèle, ses actionnaires et ses employés.

Le risque de réputation s'entend de la possibilité qu'une publicité négative, qu'elle soit fondée ou non, portant sur la conduite des affaires et les pratiques de la CIBC, puisse nuire grandement à notre réputation à titre d'institution financière de premier rang, ou alors puisse avoir des effets importants et néfastes sur nos entreprises, nos activités ou notre situation financière.

Le risque juridique s'entend de la possibilité que des poursuites au civil ou au criminel, ou des enquêtes réglementaires soient entreprises contre la CIBC qui, une fois tranchées, pourraient avoir des effets importants et néfastes sur nos entreprises, nos activités ou notre situation financière.

Le CGR offre une surveillance de la gestion des risques juridiques et de réputation. L'identification, l'évaluation et la gestion des risques juridiques et de réputation possibles constituent une responsabilité clé de la CIBC et de tous ses employés.

Notre Politique générale en matière de risques juridiques et de réputation établit des normes sur la façon de préserver notre réputation et de réduire notre exposition aux risques juridiques et de réputation. La politique est renforcée par des procédures propres au secteur d'activité permettant de déceler et de transmettre au niveau supérieur les opérations qui pourraient donner lieu à des risques juridiques ou de réputation importants. Le Comité des risques juridiques et de réputation passe en revue les opérations dont il est saisi afin d'évaluer si la CIBC s'expose à des risques juridiques ou de réputation.

Risque de réglementation

Le risque de réglementation est le risque de non-conformité aux exigences réglementaires. La non-conformité à ces exigences pourrait mener à des sanctions réglementaires et nuire à notre réputation.

Notre philosophie en matière de conformité réglementaire consiste à gérer le risque de réglementation par, entre autres, l'intégration de contrôles au sein des secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure. Cette approche s'appuie sur le cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative. Le cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative permet d'établir une correspondance entre les exigences réglementaires et les politiques, les procédures et les contrôles internes qui régissent la conformité réglementaire.

Notre Service de la conformité est responsable de l'élaboration et de la mise à jour d'un programme complet de conformité réglementaire, incluant la surveillance du cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative. Le Service, qui est indépendant de la gestion des opérations, a le pouvoir de communiquer directement avec le comité de vérification et fait trimestriellement rapport à ce comité.

C'est à la haute direction des secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure qu'incombe, au premier chef, la responsabilité de se conformer à l'ensemble des exigences réglementaires pertinentes, puis à tous les employés. Les activités mises de l'avant par le Service de la conformité viennent appuyer ces groupes et visent particulièrement les

exigences réglementaires qui régissent la relation entre la CIBC et ses clients et les exigences qui permettent de protéger l'intégrité des marchés financiers. Les activités liées au domaine réglementaire visant à appuyer les secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure incluent la diffusion des exigences, les conseils, la formation, les tests et contrôles, ainsi que la remontée des paliers de décision en vue de communiquer l'information sur les faiblesses du contrôle et les risques de réglementation.

QUESTIONS D'ORDRE COMPTABLE ET CONTRÔLES

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2007.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 74 à 77 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Évaluation des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente le pourcentage des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur les données autres que du marché observable.

Au	30 avril 2008	31 oct. 2007
Actif		
Valeurs du compte de négociation	12,8 %	4,0 %
Valeurs disponibles à la vente	8,2	3,4
Instruments financiers désignés à la juste valeur	1,4	1,8
Instruments dérivés	14,7	16,1
Passif		
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	0,4 %	0,6 %
Instruments dérivés	22,8	16,4

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données autres que du marché observable servent à certains instruments financiers, y compris nos positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et certaines positions non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les cours représentatifs des courtiers dans un marché inactif, qui sont considérés comme des données autres que du marché observable, servent principalement à l'évaluation de ces positions. Les écarts de taux observés sur le marché constituent un facteur déterminant dans le calcul des rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers.

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons changé la méthode que nous utilisons pour estimer les rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers (à l'exclusion de ACA) pour tenir compte des écarts de taux observés sur le marché. Cette modification a entraîné une hausse des charges d'environ 590 M\$ au premier trimestre. Au cours du trimestre considéré, nous avons continué

d'utiliser les principaux aspects de la méthode axée sur les marchés implantée au trimestre précédent, mais en avons modifié certains éléments.

Nous avons l'intention d'adopter la nouvelle méthodologie pour toutes nos contreparties au troisième trimestre 2008. Entre-temps, nous avons augmenté nos rajustements de valeurs pour ces contreparties de 50 M\$ au cours du trimestre considéré en nous fondant sur l'analyse restreinte que nous avons réalisées pour certaines catégories de notation du risque.

Au cours du trimestre considéré, pour refléter la détérioration de la situation de crédit générale, nous avons ajouté 50 M\$ à notre calcul historique fondé sur des formules du rajustement de valeur de nos expositions au risque de crédit pour les contreparties autres que des garants financiers avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés.

Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions non couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et des positions non couvertes non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation entraînerait des pertes respectives d'environ 11 M\$ et 123 M\$, avant les couvertures d'indices. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et des positions couvertes non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation entraînerait, principalement au moyen d'une augmentation du rajustement de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers, des pertes respectives d'environ 159 M\$ et 47 M\$, avant les couvertures d'indices.

Un élargissement de 10 % des écarts de taux des garants financiers entraînerait une hausse des rajustements de valeur d'environ 206 M\$, avant les couvertures d'indices.

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient.

Modifications de conventions comptables

Baux adossés

En date du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégé 46 modifié intitulé « Baux adossés » du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA et fondé sur la prise de position du Financial Accounting Standards Board Staff Position FAS 13-2, « Accounting for a

Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction ».

Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé. L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2007. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Informations à fournir concernant le capital

En date du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, « Informations à fournir concernant le capital », qui stipule que l'entité doit fournir des informations sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital ainsi que des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital.

Instruments financiers

En date du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation » du *Manuel de l'ICCA*.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 30 avril 2008, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 30 avril 2008, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, au

30 avr. 2008

31 oct. 2007

	30 avr. 2008	31 oct. 2007
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 142 \$	1 457 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	11 950	12 290
Valeurs mobilières		
Compte de négociation	54 896	58 779
Disponibles à la vente	8 616	17 430
Désignées à leur juste valeur	15 585	10 291
	79 097	86 500
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	33 170	34 020
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	92 703	91 664
Particuliers	30 297	29 213
Cartes de crédit	9 809	9 121
Entreprises et gouvernements	34 399	34 099
Provision pour pertes sur créances (note 5)	(1 384)	(1 443)
	165 824	162 654
Divers		
Instruments dérivés	23 549	24 075
Engagements de clients en vertu d'acceptations	8 756	8 024
Terrains, bâtiments et matériel	1 922	1 978
Écart d'acquisition	1 916	1 847
Autres actifs incorporels	406	406
Autres actifs (note 10)	15 331	8 927
	51 880	45 257
	343 063 \$	342 178 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	95 955 \$	91 772 \$
Entreprises et gouvernements	125 626	125 878
Banques	16 622	14 022
	238 203	231 672
Divers		
Instruments dérivés	26 206	26 688
Acceptations	8 756	8 249
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	10 285	13 137
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	26 530	28 944
Autres passifs	13 588	13 728
	85 365	90 746
Titres secondaires (note 7)	5 359	5 526
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	159	145
Capitaux propres		
Actions privilégiées	2 331	2 331
Actions ordinaires (note 8)	6 056	3 133
Actions autodétenues	8	4
Surplus d'apport	90	96
Bénéfices non répartis	5 699	9 017
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(807)	(1 092)
	13 377	13 489
	343 063 \$	342 178 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 35 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avr. 2008	31 janv. 2008	30 avr. 2007	30 avr. 2008	30 avr. 2007
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 310 \$	2 582 \$	2 350 \$	4 892 \$	4 654 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	419	529	499	948	971
Valeurs mobilières	697	664	719	1 361	1 481
Dépôts auprès d'autres banques	192	230	200	422	373
	3 618	4 005	3 768	7 623	7 479
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 747	2 208	1 928	3 955	3 831
Autres passifs	452	563	678	1 015	1 343
Titres secondaires	62	72	75	134	151
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8	16	16
	2 269	2 851	2 689	5 120	5 341
Revenu net d'intérêts	1 349	1 154	1 079	2 503	2 138
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	88	176	178	264	363
Frais sur les dépôts et les paiements	191	195	193	386	386
Commissions sur crédit	56	60	82	116	151
Honoraires d'administration de cartes	67	77	60	144	130
Honoraires de gestion de placements et de garde	131	136	130	267	260
Revenu tiré des fonds communs de placement	204	212	216	416	428
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	63	58	62	121	120
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	133	170	226	303	455
Revenu de négociation (note 9)	(2 401)	(3 127)	296	(5 528)	671
Gains (pertes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	12	(49)	119	(37)	251
Revenu tiré d'instruments financiers désignés à la juste valeur	(18)	(29)	59	(47)	102
Revenu tiré des actifs titrisés	146	144	136	290	265
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	3	132	101	135	185
Divers	102	170	113	272	236
	(1 223)	(1 675)	1 971	(2 898)	4 003
Total des revenus	126	(521)	3 050	(395)	6 141
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 5)	176	172	166	348	309
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	933	994	1 126	1 927	2 286
Frais d'occupation	142	145	152	287	302
Matériel informatique et matériel de bureau	265	262	279	527	542
Communications	72	74	88	146	159
Publicité et expansion des affaires	58	53	66	111	116
Honoraires	61	51	43	112	82
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	35	25	34	60	69
Divers	222	157	188	379	363
	1 788	1 761	1 976	3 549	3 919
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(1 838)	(2 454)	908	(4 292)	1 913
Charge (économie) d'impôts	(731)	(1 002)	91	(1 733)	322
	(1 107)	(1 452)	817	(2 559)	1 591
Participations sans contrôle	4	4	10	8	14
(Perte nette) bénéfice net	(1 111) \$	(1 456) \$	807 \$	(2 567) \$	1 577 \$
(Perte) bénéfice par action (en dollars) (note 12)					
– de base	(3,00) \$	(4,39) \$	2,29 \$	(7,31) \$	4,42 \$
– dilué(e)	(3,00) \$	(4,39) \$	2,27 \$	(7,31) \$	4,37 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87 \$	0,87 \$	0,77 \$	1,74 \$	1,47 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 35 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avr. 2008	31 janv. 2008	30 avr. 2007	30 avr. 2008	30 avr. 2007
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	2 331 \$	2 331 \$	2 431 \$	2 331 \$	2 381 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	300	-	750
Rachat d'actions privilégiées	-	-	-	-	(400)
Solde à la fin de la période	2 331 \$	2 331 \$	2 731 \$	2 331 \$	2 731 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	6 049 \$	3 133 \$	3 114 \$	3 133 \$	3 064 \$
Émission d'actions ordinaires (note 8)	8	2 948	21	2 956	71
Frais d'émission, déduction faite des impôts sur les bénéfices connexes	(1)	(32)	-	(33)	-
Solde à la fin de la période	6 056 \$	6 049 \$	3 135 \$	6 056 \$	3 135 \$
Actions autodétenues					
Solde au début de la période	12 \$	4 \$	(1) \$	4 \$	(19) \$
Achats	(2 147)	(2 959)	(1 213)	(5 106)	(2 569)
Ventes	2 143	2 967	1 210	5 110	2 584
Solde à la fin de la période	8 \$	12 \$	(4) \$	8 \$	(4) \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	86 \$	96 \$	74 \$	96 \$	70 \$
Charge au titre des options sur actions	2	3	1	5	3
Options sur actions exercées	-	(1)	(1)	(1)	(5)
Prime nette (escompte net) sur les actions autodétenues et divers	2	(12)	2	(10)	8
Solde à la fin de la période	90 \$	86 \$	76 \$	90 \$	76 \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	7 174 \$	9 017 \$	7 693 \$	9 017 \$	7 268 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	-	(66) ¹	-	(66)	(50) ²
Solde au début de la période, après retraitement	7 174	8 951	7 693	8 951	7 218
(Perte nette) bénéfice net	(1 111)	(1 456)	807	(2 567)	1 577
Dividendes					
Actions privilégiées	(30)	(30)	(35)	(60)	(73)
Actions ordinaires	(332)	(291)	(259)	(623)	(494)
Prime de rachat d'actions privilégiées classées à titre de capitaux propres	-	-	-	-	(16)
Divers	(2)	-	(6)	(2)	(12)
Solde à la fin de la période	5 699 \$	7 174 \$	8 200 \$	5 699 \$	8 200 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Solde au début de la période	(849) \$	(1 092) \$	(144) \$	(1 092) \$	(442) \$
Rajustement pour modification de conventions comptables ²	-	-	-	-	123
Autres éléments du résultat étendu	42	243	(238)	285	(63)
Solde à la fin de la période	(807) \$	(849) \$	(382) \$	(807) \$	(382) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	4 892 \$	6 325 \$	7 818 \$	4 892 \$	7 818 \$
Capitaux propres à la fin de la période	13 377 \$	14 803 \$	13 756 \$	13 377 \$	13 756 \$

- 1) Représente l'incidence de l'adoption de l'abrégé modifié du Comité sur les problèmes nouveaux 46 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), « Baux adossés ». Pour plus de précisions, voir la note 1.
- 2) Représente le rajustement transitoire par suite de l'adoption des chapitres 1530, 3251, 3855 et 3865 du *Manuel de l'ICCA*.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 35 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 av. 2008	31 janv. 2008	30 av. 2007	30 av. 2008	30 av. 2007
(Perte nette) bénéfice net	(1 111) \$	(1 456) \$	807 \$	(2 567) \$	1 577 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Écart de conversion					
Gains nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	2	973	(1 089)	975	(284)
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture de risque de change	25	(746)	840	(721)	237
	27	227	(249)	254	(47)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	83	(21)	74	62	31
Reclassement de (gains nets) pertes nettes en résultat net	(65)	106	1	41	(27)
	18	85	75	103	4
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
(Pertes nettes) gains nets sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(5)	(36)	(55)	(41)	18
résultat net	2	(33)	(9)	(31)	(38)
	(3)	(69)	(64)	(72)	(20)
Total des autres éléments du résultat étendu	42	243	(238)	285	(63)
Résultat étendu	(1 069) \$	(1 213) \$	569 \$	(2 282) \$	1 514 \$

(CHARGE D'IMPÔTS) ÉCONOMIE D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 av. 2008	31 janv. 2008	30 av. 2007	30 av. 2008	30 av. 2007
Écart de conversion					
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	- \$	(3) \$	10 \$	(3) \$	- \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	(41)	374	(425)	333	(112)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
(Gains latents) pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(50)	15	(52)	(35)	(23)
Reclassement de gains nets (pertes nettes) en résultat net	41	(89)	(1)	(48)	15
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1	20	29	21	(10)
net	(2)	18	5	16	20
	(51) \$	335 \$	(434) \$	284 \$	(110) \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 35 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 av. 2008	31 janv. 2008	30 av. 2007	30 av. 2008	30 av. 2007
Flux de trésorerie d'exploitation					
(Perte nette) bénéfice net	(1 111) \$	(1 456) \$	807 \$	(2 567) \$	1 577 \$
Rajustements pour rapprocher (la perte nette) le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	176	172	166	348	309
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	51	52	59	103	112
Amortissement des autres actifs incorporels	10	10	12	20	17
Rémunération à base d'actions	2	(19)	(2)	(17)	16
Impôts futurs	(765)	(53)	51	(818)	114
(Gains) pertes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(12)	49	(119)	37	(251)
(Gains) pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	(1)	-	-	(1)	-
Autres éléments hors caisse, montant net	(13)	66	(11)	53	39
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	32	104	74	136	(32)
Intérêts courus à payer	(93)	(24)	29	(117)	(445)
Montants à recevoir sur contrats dérivés	(79)	663	450	584	46
Montants à payer sur contrats dérivés	(82)	(954)	629	(1 036)	(329)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	3 469	414	4 709	3 883	471
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	(1 321)	(3 973)	837	(5 294)	208
Variation nette des autres instruments financiers désignés à la juste valeur	(83)	(581)	1 194	(664)	1 381
Impôts exigibles	(74)	(1 794)	(457)	(1 868)	(834)
Divers, montant net	218	(3 779)	1 325	(3 561)	(417)
	324	(11 103)	9 753	(10 779)	1 982
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	(1 643)	8 844	(3 619)	7 201	1 935
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	648	(3 076)	(14)	(2 428)	(83)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	(2 825)	411	2 517	(2 414)	1 339
Émission de titres secondaires	-	-	59	-	59
Remboursement de titres secondaires	(89)	(250)	-	(339)	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	300	-	750
Rachat d'actions privilégiées	-	-	-	-	(416)
Émission d'actions ordinaires, montant net	7	2 916	21	2 923	71
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	(4)	8	(3)	4	15
Dividendes	(362)	(321)	(294)	(683)	(567)
Divers, montant net	223	(445)	(154)	(222)	199
	(4 045)	8 087	(1 187)	4 042	3 302
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	4 570	(4 230)	1 020	340	(1 474)
Prêts, déduction faite des remboursements	(4 694)	(2 047)	(5 976)	(6 741)	(4 681)
Produit des titrisations	933	2 250	1 698	3 183	4 235
Achat de valeurs disponibles à la vente	(3 286)	(1 924)	(2 618)	(5 210)	(4 405)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	1 944	5 870	3 353	7 814	4 815
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	1 288	4 941	986	6 229	3 382
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	2 455	(1 605)	(6 948)	850	(5 484)
Sorties nettes liées à l'acquisition ¹	-	-	(262)	-	(1 040)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(23)	(43)	-	(66)	(233)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	2	-	-	2	-
	3 189	3 212	(8 747)	6 401	(4 885)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1	20	(50)	21	(9)
(Diminution) augmentation nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(531)	216	(231)	(315)	390
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 673	1 457	1 938	1 457	1 317
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 142 \$	1 673 \$	1 707 \$	1 142 \$	1 707 \$
Intérêts versés au comptant	2 362 \$	2 875 \$	2 660 \$	5 237 \$	5 786 \$
Impôts sur les bénéfices payés au comptant	107 \$	846 \$	496 \$	953 \$	1 041 \$

1) Compte tenu de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 35 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la « CIBC ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, figurant aux pages 84 à 137 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

1. Modification des conventions comptables

Baux adossés

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégié 46 modifié intitulé « Baux adossés » du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et fondé sur la prise de position FASB Staff Position FAS 13-2, « Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction ». Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé.

L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2007. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Informations à fournir concernant le capital

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », du *Manuel de l'ICCA*, en vertu duquel une entité doit divulguer ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion de son capital. Ceux-ci sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés de 2007 et sont demeurés les mêmes par rapport à ceux de l'exercice précédent. En outre, le chapitre exige de fournir des données quantitatives synthétiques sur la composition du capital. Pour plus de précisions, voir la note 8.

Instruments financiers

En date du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », du *Manuel de l'ICCA*.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques. Pour plus de précisions, voir la note 15.

2. Juste valeur des instruments financiers

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2007.

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données non observables du marché servent à certains instruments financiers, y compris nos positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et certaines positions non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les cours des courtiers indicatifs dans un marché inactif, que nous considérons comme étant des données autres que du marché observable, servent principalement à l'évaluation de ces positions. Les écarts de taux observés sur le marché constituent un facteur déterminant dans le calcul des rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers.

Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions non couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et des positions non couvertes non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation entraînerait des pertes respectives d'environ 11 M\$ et 123 M\$ avant les couvertures d'indices. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et des positions couvertes non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation entraînerait, principalement au moyen d'une augmentation du rajustement de valeur liée au risque de crédit pour les garants financiers, des pertes respectives d'environ 159 M\$ et 47 M\$ avant les couvertures d'indices.

Un élargissement de 10 % des écarts de taux des garants financiers entraînerait une hausse des rajustements de valeur d'environ 206 M\$ avant les couvertures d'indices.

La perte totale constatée dans les états financiers consolidés en regard des instruments financiers en circulation en date du bilan et dont la juste valeur a été estimée au moyen de la technique d'évaluation faisant appel aux données autres que du marché observable s'est élevé à 2,43 G\$ pour le trimestre (5,51 G\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008).

3. Vente de certaines de nos activités américaines

En date du 1^{er} janvier 2008, nous avons vendu à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer) nos services bancaires d'investissement, nos activités de financement par effet de levier, nos activités de négociation d'actions et nos activités sur des marchés de titres de créances connexes exercées aux États-Unis, ainsi que nos services bancaires d'investissement et nos activités de négociation d'actions en Israël (les « activités cédées »). La vente à Oppenheimer de certaines autres activités liées aux marchés financiers américains que nous exerçons au Royaume-Uni et en Asie devrait être conclue au troisième trimestre de 2008. En contrepartie, Oppenheimer nous a offert des bons de souscription visant un million d'actions pouvant être exercés après cinq ans, et paiera un prix d'achat différé d'au moins 25 M\$ US à la fin des cinq ans compte tenu des bénéfices tirés des activités cédées. Nous avons fourni des indemnités en ce qui a trait à certains coûts qu'Oppenheimer pourrait engager dans l'intégration des activités cédées.

Nous avons radié l'écart d'acquisition associé aux activités cédées, constaté des pertes liées à certaines améliorations locatives et au matériel informatique et logiciel, et comptabilisé des passifs au titre de certains contrats qui ne sont plus requis dans la poursuite de nos activités. En outre, nous avons accéléré la constatation du coût au titre de certains octrois d'actions subalternes attribués aux employés mutés chez Oppenheimer.

Les droits au titre de l'octroi d'actions subalternes de la CIBC détenues par les employés mutés chez Oppenheimer continueront d'être acquis conformément aux dispositions originales. Pour soutenir cette entente de rémunération, Oppenheimer remboursera à la CIBC le coût de l'octroi d'actions subalternes au fur et à mesure que les droits seront acquis, moment auquel nous comptabiliserons les remboursements dans le revenu autre que d'intérêts.

Par conséquent, nous avons comptabilisé une perte nette avant impôts de 69 M\$ dans le revenu autre que d'intérêts pour la période de six mois terminée le 30 avril 2008 (70 M\$ ont été comptabilisés au premier trimestre).

4. Prêts en souffrance, mais non douteux

Les prêts en souffrance sont des prêts dont le remboursement du capital ou le paiement des intérêts est en souffrance aux termes du contrat. Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts en souffrance. Les soldes à découvert en souffrance de clients de moins de 30 jours ont été exclus du tableau ci-dessous puisqu'il est impossible à ce moment-ci de déterminer ces renseignements.

En millions de dollars, au	30 avril 2008				31 janv. 2008
	Moins de 30 jours	De 31 à 90 jours	Plus de 90 jours	Total	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 208 \$	534 \$	153 \$	1 895 \$	2 080 \$
Particuliers	477	118	43	638	715
Cartes de crédit	416	126	80	622	610
Entreprises et gouvernements	280	97	26	403	589
	2 381 \$	875 \$	302 \$	3 558 \$	3 994 \$

La perte avant impôts ne tient pas compte des remboursements au titre des octrois d'actions subalternes qui sont devenus exigibles d'Oppenheimer au cours du deuxième trimestre. Nous avons également comptabilisé une dépréciation et d'autres frais totalisant 13 M\$ (dont 10 M\$ au premier trimestre) dans le revenu autre que d'intérêts relativement à nos activités américaines restantes.

En vertu de l'entente de vente, la CIBC a investi 100 M\$ US dans une débenture subordonnée émise par Oppenheimer et offre certaines facilités de crédit à Oppenheimer et à ses clients utilisant les services bancaires d'investissement dans le but de contribuer aux activités d'Oppenheimer, chaque prêt étant assujéti à l'approbation du comité du crédit de la CIBC.

Si l'on exclut les pertes mentionnées ci-dessus, les activités cédées ont eu l'incidence suivante sur nos résultats au cours des deux mois terminés le 31 décembre 2007 :

En millions de dollars, pour les deux mois terminés le	31 déc. 2007
Revenu net d'intérêts	1 \$
Revenu autre que d'intérêts	58
Total des revenus	59
Frais autres que d'intérêts	48
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	11
Impôts sur les bénéfices	6
Bénéfice net	5 \$

5. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le					Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	31 janv. 2008	30 avril 2007	Provision totale	Provision totale	30 avril 2008	30 avril 2007
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale
Solde au début de la période	580 \$	889 \$	1 469 \$	1 443 \$	1 556 \$	1 443 \$	1 444 \$
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	174	2	176	172	166	348	309
Radiations	(202)	-	(202)	(187)	(220)	(389)	(444)
Recouvrements	26	-	26	31	22	57	75
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	2	(2)	-	-	-	-	-
Divers ²	(1)	-	(1)	10	(8)	9	132
Solde à la fin de la période	579 \$	889 \$	1 468 \$	1 469 \$	1 516 \$	1 468 \$	1 516 \$
Se compose de ce qui suit :							
Prêts	579 \$	805 \$	1 384 \$	1 379 \$	1 515 \$	1 384 \$	1 515 \$
Facilités de crédit inutilisées ³	-	84	84	90	-	84	-
Lettres de crédit ⁴	-	-	-	-	1	-	1

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

2) Le premier trimestre de 2007 comprend 117 M\$ au titre de la provision spécifique et 23 M\$ au titre de la provision générale en raison de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank.

3) À compter du premier trimestre de 2008, la provision au titre des facilités de crédit inutilisées est incluse dans les autres passifs. Avant 2008, elle était incluse dans la provision pour pertes sur créances.

4) Comprises dans les autres passifs.

6. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations (prêts hypothécaires à l'habitation)

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avr. 2008	31 janv. 2008	30 avr. 2007	30 avr. 2008	30 avr. 2007
Titrisés	2 663 \$	6 308 \$	1 356 \$	8 971 \$	5 206 \$
Vendus	937	2 272	1 707	3 209	4 256
Produit au comptant net	933	2 250	1 698	3 183	4 235
Droits conservés	20	48	34	68	67
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	9	14	16	23	26
Hypothèses sur les droits conservés (en %)					
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	4,0	3,7	4,2	3,8	3,6
Taux de remboursement anticipé / taux de remboursement	11,0 - 35,0	11,0 - 36,0	11,0 - 39,0	11,0 - 36,0	11,0 - 39,0
Taux d'actualisation	2,9 - 3,6	3,8 - 4,6	4,1 - 4,4	2,9 - 4,6	4,1 - 4,4
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1

Entité à détenteurs de droits variables (EDDV)

Comme il est mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2007, nous détenons des droits dans des EDDV qui ne sont pas considérés comme importants puisque nos droits sont couverts auprès d'autres parties.

En vertu de certains swaps sur rendement total sur dérivés de crédit conclus avec les EDDV détenues dans notre portefeuille de négociation, nous pouvons être tenus d'acheter, à la valeur nominale, les actifs de référence sous-jacents, ce qui mettrait fin aussitôt aux dérivés de crédit. Par suite de ces ententes, au cours du deuxième trimestre, nous avons acheté certains actifs de référence à

la valeur nominale, soit 1,8 G\$, d'une entité émettrice structurée par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur rendement total connexes. Cela vient s'ajouter aux actifs de référence de 4,8 G\$, achetés au cours du premier trimestre de deux entités émettrices structurées par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur rendement total connexes. Les actifs de référence achetés ont été classés comme valeurs du compte de négociation au bilan consolidé et sont toujours couverts. Nous pouvons également être tenus d'acheter des actifs de référence supplémentaires d'une valeur nominale de 189 M\$ couverts par le reste des swaps sur rendement total d'entités émettrices structurées par des tiers.

De temps à autre, nous continuons de soutenir nos fonds multicédants au moyen de l'achat de papier commercial émis par ces fonds multicédants. Au 30 avril 2008, les investissements directs dans du papier commercial émis par les fonds multicédants que nous soutenons se sont élevés à 786 M\$. Nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants. Au 30 avril 2008, notre risque maximal de perte lié aux fonds multicédants soutenus par la CIBC s'élevait à 11,9 G\$ (15,1 G\$ au 31 octobre 2007). Le risque maximal de perte lié à ces fonds multicédants comprend la juste valeur des investissements et le montant nominal de référence des facilités de liquidité et des facilités de crédit.

7. Titres secondaires

Le 21 janvier 2008, conformément à leurs modalités, nous avons racheté la totalité de nos débentures (titres secondaires) à 4,75 %, soit 250 M\$, venant à échéance le 21 janvier 2013, pour leur principal impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Le 26 février 2008, conformément à leurs modalités, nous avons racheté la totalité de nos débentures (titres secondaires) à 5,89 %, soit 89 M\$, venant à échéance le 26 février 2013, pour leur principal impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

8. Capital-actions

Ratios et fonds propres réglementaires

À compter du 1^{er} novembre 2007, notre capital réglementaire est fondé sur le dispositif de Bâle II. Pour plus de précisions sur l'Accord de Bâle II, voir la section Gestion du risque du rapport de gestion.

Selon les normes de la Banque des règlements internationaux, les banques doivent maintenir un ratio minimum des fonds propres de première catégorie d'au moins 4 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 8 %. Le Bureau du surintendant des institutions financières a décrété que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts étaient tenues de maintenir un ratio minimum de fonds propres de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 10 %. Au cours du trimestre, nous avons respecté ces exigences en matière de capital réglementaire.

Au 30 avril 2008, les fonds propres de première catégorie comprenaient les actions ordinaires, à l'exclusion des positions de négociation à découvert dans nos propres actions, les bénéfices non répartis, les actions privilégiées, les participations sans contrôle, le surplus d'apport et l'écart de conversion. L'écart d'acquisition et les gains réalisés à la vente au moment de la titrisation ont été déduits des fonds propres de première catégorie. Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent les titres secondaires et la provision générale admissible. À compter du 1^{er} novembre 2007, les placements dans des compagnies d'assurance affiliées et d'importants investissements d'avant 2007 ont été déduits des fonds

propres de deuxième catégorie. Les fonds propres de première et de deuxième catégories ont été assujettis à certaines autres déductions à parts égales.

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant. L'information au 30 avril 2008 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle II et l'information au 31 octobre 2007 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle I; l'information ne peut être comparée.

	Selon Bâle II	Selon Bâle I
	30 avril 2008	31 oct. 2007
En millions de dollars, au		
Fonds propres de première catégorie	12 009 \$	12 379 \$
Total des fonds propres réglementaires	16 490	17 758
Actif pondéré en fonction du risque	114 767	127 424
Ratio des fonds propres de première catégorie	10,5 %	9,7 %
Ratio du total des fonds propres	14,4 %	13,9 %
Ratio actif/fonds propres	19,3x	19,0x

Actions ordinaires

Au cours du premier trimestre, nous avons émis 45,3 millions d'actions ordinaires, pour un produit au comptant net de 2,9 G\$, déduction faite des frais d'émission et des impôts de 32 M\$. Nous avons également émis 0,2 million d'actions ordinaires, pour une contrepartie de 11 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons émis 0,2 million d'actions ordinaires, pour une contrepartie de 8 M\$ (0,4 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 19 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008), en vertu de régimes d'options d'achat d'actions. Nous avons également engagé des frais d'émission additionnels, déduction faite d'impôts de 1 M\$, relativement à des actions ordinaires émises au comptant.

9. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, nous avons imputé 643 M\$ (2,28 G\$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2008) au titre des dérivés de crédit souscrits auprès de ACA Financial Guaranty Corp (ACA) afin d'accroître nos rajustements de valeur à 3,03 G\$ (2,29 G\$ au 31 janvier 2008). Au 30 avril 2008, la juste valeur des dérivés de crédit souscrits auprès de ACA, déduction faite du rajustement de valeur, totalisait 30 M\$ (70 M\$ au 31 janvier 2008). Le rendement des actifs sous-jacents et de ACA pourrait entraîner des imputations supplémentaires.

Au cours du trimestre, nous avons également comptabilisé une charge de 1,52 G\$ à l'égard de la

protection de crédit souscrite auprès de garants financiers autres que ACA afin de porter à 2,17 G\$ (650 M\$ au 31 janvier 2008) nos rajustements de valeurs à l'égard de ces garants financiers.

Le montant imputé est basé sur la juste valeur estimative des contrats dérivés, lesquels sont fondés sur la valeur marchande des actifs de référence sous-jacents.

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons changé la méthode que nous utilisons pour estimer les rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers (à l'exclusion de ACA) pour tenir compte des écarts de taux observés sur le marché. Cette modification a entraîné une hausse des charges d'environ 590 M\$ au premier trimestre. Au cours du trimestre, nous avons continué d'utiliser les principaux aspects de la méthode axée sur les marchés implantée au trimestre précédent pour le calcul des rajustements de valeur à l'égard des garants financiers, mais en avons modifié certains éléments.

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La

conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

10. Impôts sur les bénéfices

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1,06 G\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 82 M\$ US (83 M\$). Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés. L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 724 M\$ qui viennent à échéance dans 20 ans, et un montant de 68 M\$ lié aux reports en avant de pertes fiscales en capital n'ayant pas de date d'échéance.

11. Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avr. 2008	31 janv. 2008	30 avr. 2007	30 avr. 2008	30 avr. 2007
Régimes à prestations déterminées					
Régimes de retraite	38 \$	38 \$	47 \$	76 \$	95 \$
Régimes d'avantages complémentaires	13	8	11	21	19
	51 \$	46 \$	58 \$	97 \$	114 \$
Régimes à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	4 \$	4 \$	5 \$	8 \$	9 \$
Régimes de retraite d'État ¹	23	21	22	44	44
	27 \$	25 \$	27 \$	52 \$	53 \$

1) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et Federal Insurance Contributions Act des É.-U.

12. (Perte) bénéfice par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 av. 2008	31 janv. 2008	30 av. 2007	30 av. 2008	30 av. 2007
Résultat de base par action					
(Perte nette) bénéfice net	(1 111) \$	(1 456) \$	807 \$	(2 567) \$	1 577 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(30)	(30)	(35)	(60)	(89)
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	(1 141) \$	(1 486) \$	772 \$	(2 627) \$	1 488 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	380 754	338 732	337 320	359 512	336 896
Résultat de base par action	(3,00) \$	(4,39) \$	2,29 \$	(7,31) \$	4,42 \$
Résultat dilué par action					
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	(1 141) \$	(1 486) \$	772 \$	(2 627) \$	1 488 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	380 754	338 732	337 320	359 512	336 896
Ajouter le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	1 623	2 079	3 293	1 854	3 376
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	382 377	340 811	340 613	361 366	340 272
Bénéfice dilué (perte diluée) par action ³	(3,00) \$	(4,39) \$	2,27 \$	(7,31) \$	4,37 \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 2 128 531 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 79,50 \$, du nombre moyen de 850 531 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 87,69 \$ et du nombre moyen de 1 698 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 102,07 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 30 avril 2008, le 31 janvier 2008 et le 30 avril 2007, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.
- 3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

13. Garanties

En millions de dollars, au	30 av. 2008		31 oct. 2007	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	50 707 \$	- \$	43 287 \$	- \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	6 613	14	6 353	13
Options vendues à titre de dérivés de crédit	32 148	5 833	67 283	3 971
Autres options vendues sur contrats de dérivés ³	- 4	4 024	- 4	5 612
Autres contrats d'indemnisation	- 4	-	- 4	-

- 1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 59,3 G\$ (53,7 G\$ au 31 octobre 2007).
- 2) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.
- 3) Comprennent 346 M\$ (631 M\$ au 31 octobre 2007) au titre des swaps sur rendement total. En ce qui a trait aux swaps sur rendement total dont le montant nominal de référence s'élève à environ 189 M\$ (6,5 G\$ au 31 octobre 2007) et dont la juste valeur négative est d'environ 7 M\$ (juste valeur négative de 470 M\$ au 31 octobre 2007), nous pourrions être tenus d'acheter, à la valeur nominale, les actifs de référence, ce qui met fin aussitôt aux swaps.
- 4) Pour plus de précisions, consulter la description, à la page 127 des états financiers consolidés de 2007.

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations; Expansion de l'entreprise; Finance; Conformité, Affaires juridiques et réglementation et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du premier trimestre, a) nous avons transféré les services du Groupe Entreprises de Marchés mondiaux CIBC vers Marchés de détail CIBC. L'information des périodes antérieures a été retraitée; b) nous avons réparti la provision générale pour pertes sur créances entre les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC). Avant 2008, la provision générale (à l'exclusion de celle liée à FirstCaribbean International Bank) était comprise dans le poste Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée; et c) nous avons reclassé la provision pour pertes sur créances relative aux facilités de crédit inutilisées dans les autres passifs. Avant 2008, ce montant figurait dans la provision pour pertes sur créances. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2008	Revenu net d'intérêts	1 281 \$	17 \$	51 \$	1 349 \$
	Revenu autre que d'intérêts	956	(2 183)	4	(1 223)
	Revenu intersectoriel¹	2	-	(2)	-
	Total des revenus	2 239	(2 166)	53	126
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	174	2	-	176
	Amortissement²	28	3	30	61
	Frais autres que d'intérêts	1 352	355	20	1 727
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	685	(2 526)	3	(1 838)
	Charge (économie) d'impôts	174	(891)	(14)	(731)
	Participations sans contrôle	2	2	-	4
	Bénéfice net (perte nette)	509 \$	(1 637) \$	17 \$	(1 111) \$
	Actif moyen³	242 219 \$	104 210 \$	2 576 \$	349 005 \$
31 janv. 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 259 \$	(164) \$	59 \$	1 154 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 111	(2 793)	7	(1 675)
	Revenu intersectoriel¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 371	(2 957)	65	(521)
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	155	17	-	172
	Amortissement²	28	5	29	62
	Frais autres que d'intérêts	1 325	346	28	1 699
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	863	(3 325)	8	(2 454)
	Charge (économie) d'impôts	202	(1 166)	(38)	(1 002)
	Participations sans contrôle	4	-	-	4
	Bénéfice net (perte nette)	657 \$	(2 159) \$	46 \$	(1 456) \$
	Actif moyen³	235 279 \$	108 082 \$	1 167 \$	344 528 \$
30 avril 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 181 \$	(187) \$	85 \$	1 079 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 126	793	52	1 971
	Revenu intersectoriel¹	2	-	(2)	-
	Total des revenus	2 309	606	135	3 050
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	186	-	(20)	166
	Amortissement²	20	5	33	58
	Frais autres que d'intérêts	1 398	454	66	1 918
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	705	147	56	908
	Charge (économie) d'impôts	81	(16)	26	91
	Participations sans contrôle	7	3	-	10
	Bénéfice net	617 \$	160 \$	30 \$	807 \$
	Actif moyen³	224 387 \$	100 998 \$	703 \$	326 088 \$

En millions de dollars, pour les six mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 540 \$	(147) \$	110 \$	2 503 \$
	Revenu autre que d'intérêts	2 067	(4 976)	11	(2 898)
	Revenu intersectoriel¹	3	-	(3)	-
	Total des revenus	4 610	(5 123)	118	(395)
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	329	19	-	348
	Amortissement²	56	8	59	123
	Frais autres que d'intérêts	2 677	701	48	3 426
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 548	(5 851)	11	(4 292)
	Charge (économie) d'impôts	376	(2 057)	(52)	(1 733)
	Participations sans contrôle	6	2	-	8
	Bénéfice net (perte nette)	1 166 \$	(3 796) \$	63 \$	(2 567) \$
	Actif moyen³	238 711 \$	106 167 \$	1 864 \$	346 742 \$
30 avril 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 326 \$	(355) \$	167 \$	2 138 \$
	Revenu autre que d'intérêts	2 252	1 623	128	4 003
	Revenu intersectoriel¹	4	-	(4)	-
	Total des revenus	4 582	1 268	291	6 141
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	334	(5)	(20)	309
	Amortissement²	51	10	68	129
	Frais autres que d'intérêts	2 720	935	135	3 790
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 477	328	108	1 913
	Charge (économie) d'impôts	279	(5)	48	322
	Participations sans contrôle	11	3	-	14
	Bénéfice net	1 187 \$	330 \$	60 \$	1 577 \$
	Actif moyen³	219 596 \$	100 804 \$	623 \$	321 023 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.

15. Instruments financiers – informations à fournir

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir ». Nous avons inclus certaines des informations à fournir exigées par le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* dans les parties ombragées du rapport de gestion portant sur la gestion du risque, comme l'autorise la norme. Le tableau suivant présente un recouplement entre ces informations et celles qui se trouvent dans le rapport de gestion.

Description	Section
Pour chaque type de risque lié aux instruments financiers, une entité doit présenter : son exposition au risque et comment il se présente; les objectifs, les politiques et les procédés utilisés pour la gestion des risques; les méthodes utilisées pour mesurer le risque et la description des garanties.	Vue d'ensemble
	Risque de crédit
	Risque de marché
	Risque d'illiquidité
	Risque opérationnel
	Risques juridiques et de réputation
	Risque de réglementation
Risque de crédit - exposition brute au risque de crédit; qualité de crédit; concentration du risque	Risque de crédit
Risque de marché - portefeuilles de négociation - valeur à risque; portefeuilles autres que de négociation - sensibilité aux taux d'intérêt; risque de change; risque lié aux actions	Risque de marché
Risque d'illiquidité - actifs liquides; échéance des passifs financiers; et engagements au titre du crédit et des liquidités	Risque d'illiquidité

Nous avons présenté des informations quantitatives relatives au risque de crédit conformément aux directives de l'Accord de Bâle II, lequel exige des entités qu'elles présentent le risque auquel elles sont exposées en fonction de la façon dont elles gèrent leurs activités et leurs risques. Le tableau ci-dessous présente les catégories de montants utilisés se rapportant au risque de crédit, conformément à l'approche fondée sur les notations internes avancée et à l'approche standard, selon les catégories comptables et selon les portefeuilles prévus dans l'Accord de Bâle II.

En millions de dollars, au 30 avril 2008

Catégories comptables	Portefeuilles selon Bâle II						
	Expositions aux entreprises	Expositions aux entités souveraines	Expositions aux banques	Expositions au crédit garanti - immobilier	Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles	Autres expositions associées au commerce de détail	Titrisation
Dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	- \$	- \$	196 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	11	486	4 262	-	-	-	-
Valeurs mobilières							
Compte de négociation	125	19	-	-	-	-	2 026
Disponibles à la vente	1 751	3 860	31	-	-	-	1 641
Désignées à la juste valeur	4	15 581	-	-	-	-	-
Prêts							
Prêts hypothécaires à l'habitation	593	1 172	-	89 585	-	-	-
Prêts personnels	285	-	18	15 801	6 021	8 036	-
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	9 704	105	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	29 004	679	295	-	-	2 041	134
Engagements de clients en vertu d'acceptations	7 816	411	529	-	-	-	-
Autres actifs	938	1 979	6 506	7	31	-	33
Total du risque de crédit	40 527 \$	24 187 \$	11 837 \$	105 393 \$	15 756 \$	10 182 \$	3 834 \$

POUR NOUS JOINDRE :

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-3096, par télécopieur, au 416 980-7012, ou par courriel, à l'adresse michelle.caturay@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-2088, par télécopieur, au 416 980-5028, ou par courriel, à l'adresse john.ferren@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-4111, par télécopieur, au 416 363-5347, ou par courriel, à l'adresse marylou.frazer@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultées à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le deuxième trimestre aura lieu le 29 mai 2008, à 16 h 30 HAE. Pour la conférence en français, composez le 514 861-2255 à Montréal ou le numéro sans frais 1 866 696-5910, code d'accès 3250603#; pour la conférence en anglais, composez le 416 340-2217 à Toronto ou le numéro sans frais 1 866 696-5910 pour le reste de l'Amérique du Nord, code d'accès 3250602#. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'à minuit HAE le 12 juin 2008. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 3250603#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 416 695-5800 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 3250602#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du deuxième trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 29 mai 2008, à 16 h 30 HAE, en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC. Une version archivée de la webdiffusion sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, www.cibc.com/francais, ne sont pas réputées être intégrées aux présentes par renvoi.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec Compagnie Trust CIBC Mellon par téléphone, au 416 643-5500, ou au numéro sans frais 1 800 387-0825, ou par télécopieur, au 416 643-5501.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Dates de souscription	Option d'achat d'actions	Option de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en actions
1 ^{er} février 2008	71,85 \$	
3 mars 2008	65,80 \$	
1 ^{er} avril 2008	67,80 \$	
28 avril 2008		72,98 \$

